



*Die Linke*

L'émergence du nouveau parti de la gauche  
antilibérale allemande:  
une menace pour le SPD, un défi pour la  
gouvernabilité de la République fédérale

THOMAS LANDWEHLEN



Institut de Ciències Polítiques i Socials  
Adscrit a la Universitat Autònoma de Barcelona



*Die Linke*  
**L'émergence du nouveau parti de la gauche  
antilibérale allemande: une menace pour le SPD,  
un défi pour la gouvernabilité de la République fédérale**

**THOMAS LANDWEHRLLEN**

Instituts d'Études Politiques d'Aix-en-Provence et de Lyon

WP núm. 289  
Institut de Ciències Polítiques i Socials  
Barcelona, 2010

The Institute of Political and Social Sciences (ICPS) is a consortium created in 1988 by the Barcelona Provincial Council and the *Universitat Autònoma de Barcelona*, the institution to which the ICPS is officially linked for academic purposes.

“Working Papers” is one of the collections published by the ICPS, with the previous reading committee’s report, specialising in the publication of work currently being undertaken by social researchers –in the author’s original language– with the aim of facilitating their subsequent scientific debate.

Inclusion of work within this collection does not prohibit its future publication by the author, who maintains full rights over the article.

The work in question cannot be reproduced without the permission of the author.



Publication: Institut de Ciències Polítiques i Socials (ICPS)  
Mallorca, 244, pral. 08008 Barcelona (Espanya)  
<http://www.icps.cat>

© Thomas Landwehrlen

ISSN: 1133-8962

L'année 2007 a marqué une césure dans l'histoire politique et électorale de la République fédérale d'Allemagne. Pour la première fois depuis 1955, une formation politique procédant du clivage possédants/travailleurs située à la gauche du parti social-démocrate (SPD), *Die Linke* (La Gauche), a réussi à faire son entrée dans une diète régionale ouest-allemande en franchissant le seuil de 5% des suffrages constitutionnellement requis pour y disposer d'une représentation. Consacrant l'institutionnalisation à l'Ouest d'une force politique antilibérale qui, dès le scrutin fédéral de 2005 lors duquel elle obtint 8,7% des "secondes voix"<sup>1</sup>, est apparue suffisamment "*relevant*" au sens de Sartori pour laisser entrevoir une restructuration à moyen terme des lignes politiques et des jeux d'alliances traditionnels prévalant à l'échelle du pays tout entier –et non de celle des seuls *Länder* orientaux–, ce premier succès a été confirmé et amplifié par les résultats des élections de 2008 et 2009, sur la base desquels *Die Linke* est entré dans cinq autres parlements régionaux d'Allemagne occidentale. L'installation de cette nouvelle formation au niveau national, qui constitue sans doute, avec l'érosion électorale continue des deux grands partis interclassistes à vocation majoritaire (*Volksparteien*) autour desquels s'était structurée la vie politique à partir de 1949, l'évolution majeure affectant le système partisan allemand depuis l'entrée des Verts au *Bundestag* en 1983, donne lieu à ce Jacques-Pierre Gougeon nommé "un curieux retour de l'histoire"<sup>2</sup>. De fait, si à la suite des scrutins régionaux de 1946/47 organisés dans la partie occidentale de l'Allemagne occupée, où il engrangea près de 9,6% des voix, le Parti communiste d'Allemagne (KPD) de Max Reimann avait pu occuper une place dans le champ partisan, il s'éclipsa ensuite rapidement de la vie politique, avant même que la Cour constitutionnelle fédérale n'eût procédé à son interdiction en août 1956. Réapparu en 1968 sous le nom de Parti communiste allemand (DKP), et ce après que ses cadres eurent pour une part œuvré au sein de l'Union allemande pour la paix (DFU) fondée en 1960 en réaction au cours adopté par le SPD à l'issue du congrès de Bad Godesberg, ses performances électorales demeurèrent fort modestes, tout comme d'ailleurs celles de la gauche alternative et libertaire qui tenta de se structurer à la fin des années 60 de l'Opposition extra-parlementaire (ApO). Après la fin du terrorisme des années 70 et l'arrestation de plusieurs figures de la seconde génération de la Fraction armée rouge (RAF), le débat sur la gauche de la gauche disparut même du paysage politique. Il y revint seulement après la réunification, lorsque s'ancre dans les nouveaux *Länder* orientaux le Parti du socialisme démocratique (PDS), formation héritière du parti-État de l'ancienne

---

<sup>1</sup> L'électeur allemand, depuis les élections fédérales de 1953 ayant institué un système proportionnel de compensation, dispose de deux voix: la première lui permet d'élire, sur la base d'un scrutin uninominal à un tour, le député de sa circonscription; la seconde lui permet de voter pour le parti de son choix. Cette dernière voix, déterminante, est utilisée pour établir à la proportionnelle le nombre de députés fédéraux auquel le parti susdit a droit à la chambre basse (*Bundestag*).

<sup>2</sup> Cf. J.-P. GOUGEON, "Die Linke": entre gauche radicale et défi à la social-démocratie", *Allemagne d'aujourd'hui*, n. 186, oct.-déc. 2008, pp. 28-41, ici p. 28.

République Démocratique Allemande dont la structure et l'implantation assurèrent ultérieurement le rapide succès de *Die Linke*.

Issu de la refondation, au cours de l'hiver 1989/1990, du Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED) qui avait vu le jour en avril 1946 suite à la fusion forcée du SPD et du KPD dans la zone d'occupation soviétique, le PDS semblait originellement appelé à rester une spécificité est-allemande. Ayant essayé non sans mal de concilier les valeurs communistes dont il était l'héritier avec des orientations sociales-démocrates, et même post-matérialistes, censées être plus en phase avec les aspirations de l'électorat de l'ancienne RFA, il ne parvenait en effet guère, dans les *Länder* occidentaux, à s'extraire de la marginalité dans laquelle le cantonnait son statut de *Splitterpartei*. Même en 2005, année où il bénéficia du large mouvement de protestation qui s'était élevé dans tout le pays contre la restructuration à marche forcée du système de prestations sociales, et où il dépassa aisément au plan national le seuil des 5% lui permettant de siéger à la chambre basse fédérale avec le statut de groupe parlementaire à part entière (*Fraktion*<sup>3</sup>), le parti néo-communiste, alors rebaptisé "*Linkspartei*", n'obtint que 4,9% des suffrages à l'Ouest. Le PDS n'engrangeant que de maigres scores dans les territoires de l'ancienne RFA, où il ne réussissait point à attirer à lui les adhérents et cadres déçus du SPD et des Verts, la plupart des politologues et observateurs s'interrogeaient quant à sa capacité de survie au sein du système fédéral de partis. Son aptitude à influencer durablement sur les rapports de force prévalant au sein du champ partisan est-allemand était elle-même mise en doute, dans la mesure où le parti, perdant continûment des membres (passant de 172.600 adhérents en décembre 1991 à 61.500 en décembre 2005<sup>4</sup>), ne parvenait que difficilement à séduire les catégories d'électeurs tendant traditionnellement à voter pour les partis de gauche dans les différents pays d'Europe occidentale, tels que les ouvriers et les chômeurs<sup>5</sup>. Le conflit entre prolétaires et capitalistes ayant été remplacé, dans "l'État des ouvriers et paysans" qu'était la RDA, par un conflit entre prolétaires et agents de l'administration de planification étatique –dont les directives empêchèrent les ouvriers de s'enthousiasmer pour "l'avant-garde de la classe ouvrière"–, le parti héritier du SED s'appuyait essentiellement à l'Est, jusqu'au début des années 2000, sur la base électorale que constituaient les anciennes classes socio-professionnelles supérieures et intermédiaires de la RDA. Ce réservoir de voix lui assurait dans les nouveaux *Länder* des performances électorales remarquées lors des scrutins fédéraux, avec près de 20% des suffrages, mais ne lui permettait pas d'atteindre un pourcentage de voix

---

<sup>3</sup> La clause des trois mandats fondamentaux (*Grundmandatsklausel*), dont a bénéficié le PDS en 1994, permet à un parti ayant obtenu moins de 5% des suffrages, mais au moins trois mandats directs de circonscription, d'être représenté avec un statut réduit au *Bundestag*, enceinte où il obtient un nombre de sièges proportionnel au nombre des suffrages recueillis au titre de la seconde voix. Le parti en question forme alors un *Bundestagsgruppe*, qui est un groupe non constitué ne jouissant pas des mêmes droits et prérogatives qu'un groupe parlementaire à part entière (*Fraktion*). Le PDS n'a pu former que deux fois une *Fraktion* à la diète fédérale: en 1998 et 2005.

<sup>4</sup> V. NEU, "Linkspartei.PDS (Die Linke)", in F. DECKER, V. NEU (Dir.), *Handbuch der deutschen Parteien*, Wiesbaden, VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2007, pp. 314-328, ici p. 327.

<sup>5</sup> O. NACHTWEY, T. SPIER, "Günstige Gelegenheit? Die sozialen und politischen Entstehungshintergründe der Linkspartei" in T. SPIER *et al.* (Dir.), *Die Linkspartei. Zeitgemäße Idee oder Bündnis ohne Zukunft?*, Wiesbaden, VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2007, pp. 26-27.

l'autorisant à se présenter comme un *Volkspartei* régional. Donné plusieurs fois pour mort<sup>6</sup>, notamment en 2002 lorsqu'il ne fut plus représenté au *Bundestag* que par deux députées élues directement dans leur circonscription berlinoise, le parti de la gauche socialiste était ainsi censé, à en croire la majorité des politistes, remporter des succès uniquement transitoires, et disparaître avec la diminution du nombre de "perdants" de l'unification se laissant aller à l'*Ostalgie* (ce sentiment de nostalgie éprouvé à l'égard de la RDA). Or, force est de constater qu'il n'en a rien été, bien au contraire. Non seulement l'offre politique située à la gauche du SPD ne s'est pas affaiblie dans les *Länder* orientaux au fil du temps, mais le PDS y a de surcroît connu des succès électoraux grandissants faisant courir au SPD un risque croissant de marginalisation. Surtout, la gauche socialiste s'est durablement installée dans le paysage politique au niveau fédéral depuis 2005, date à laquelle le PDS s'est rapproché de l'Alternative électorale pour le travail et la justice sociale (WASG), mouvement apparu à l'Ouest avec lequel il fusionna –ou plus exactement qu'il absorba –le 16 juin 2007 pour donner naissance à *Die Linke*. Ayant obtenu 11,9% des "secondes voix" et 76 députés lors des législatives fédérales de 2009, cette nouvelle formation antilibérale a fait son entrée dans la totalité des diètes régionales ouest-allemandes soumises à renouvellement depuis son congrès fondateur de Berlin, excepté celle de Bavière où la droite est largement majoritaire depuis six décennies. Au-delà des scores électoraux, *Die Linke* exerce depuis plusieurs années une influence sur le débat politique national ainsi que sur la production normative du gouvernement fédéral, certaines mesures prises par la grande coalition du premier gouvernement Merkel –comme la garantie donnée en 2009 aux retraités quant au niveau de leurs pensions– ayant par exemple été interprétées comme des concessions à l'égard de certaines catégories d'électeurs, par crainte de les voir rejoindre les rangs du nouveau parti de gauche. Celui-ci pèse également d'un poids certain sur les choix stratégiques des deux grands partis de rassemblement que sont le SPD et l'Union chrétienne-démocrate (CDU): elle a divisé et affaibli le premier, le poussant à revoir sa ligne politique, certains points de son programme ainsi que ses stratégies d'alliance pré- et post-électorales, tandis qu'elle confortait la seconde dans sa stratégie de recentrage visant à border sur leur droite des sociaux-démocrates jugeant désormais nécessaire de "gauchiser" leur discours<sup>7</sup>.

### Un antécédent dans les *Länder* orientaux: le PDS

On ne peut appréhender la naissance et le succès électoral de *Die Linke* sans prendre en considération la transformation des finalités politiques du PDS à partir de son congrès de 2003, et sans examiner son implantation électorale, décisive pour l'institutionnalisation et l'extension de la nouvelle formation de gauche.

<sup>6</sup> Voir par exemple les augures de G. NEUGEBAUER; R. STÖSS: *Die PDS. Geschichte, Organisation, Wähler, Konkurrenten*, Opladen, Leske und Budrich, 1996, p. 306.

<sup>7</sup> Cf. J.-P. GOUGEON, "Entre quête du centre et risque de radicalité, ou la recomposition du paysage politique allemand", *Allemagne d'aujourd'hui*, n, 190, oct.-déc. 2009, pp. 97-113.

### Le renouveau programmatique et stratégique de 2003

Confronté à des conditions politiques radicalement différentes de celles ayant prévalu en RDA, le PDS, sous la direction de son premier président Gregor Gysi, dut faire face à une “crise d’adaptation”<sup>8</sup> qui se traduisit notamment en interne par la naissance d’une querelle persistante entre une aile réformatrice et une aile conservatrice orthodoxe. S’étant résolu, pour prévenir son interdiction, à renoncer à son statut de parti dirigeant de la classe ouvrière fonctionnant sur la base du “centralisme démocratique” dans le respect des préceptes marxistes-léninistes, le parti néo-communiste, qui affirma dans son programme de 1990 qu’il fallait accepter l’économie de marché et donc donner un sens nouveau au socialisme, procéda à une modernisation qui fit l’objet de vifs débats lors de la précision de la ligne politique du mouvement en 1993, entraînant des frictions qui resurgirent sous une forme nouvelle en 1995, après que le parti eut accepté de tolérer un gouvernement de coalition minoritaire SPD/Verts en Saxe-Anhalt<sup>9</sup>. Jugeant que la modernisation entreprise était vouée à l’échec, le courant marxiste orthodoxe demanda à ce que le PDS soit prioritairement conçu comme un parti d’“opposition critique au système” susceptible de mobiliser les “contre-pouvoirs” sociaux pouvant porter un mouvement révolutionnaire, alors que le courant rénovateur désirait faire de l’organisation héritière du SED un parti “réformiste appelé à gouverner”, capable de participer de manière responsable à la progressive transformation de la société<sup>10</sup>. Pour n’avoir pas su trancher entre les différentes alternatives politiques en concurrence, le PDS, qui décida de repousser *sine die* la conclusion du débat sur la ligne programmatique initié en 1995, connut “une période de stagnation et d’éclosion de crises”<sup>11</sup> à partir de 2001, date à laquelle il entra pourtant au gouvernement de la ville-État de Berlin après avoir remporté un succès remarqué lors des élections anticipées portant renouvellement du parlement de la capitale. Le bon score obtenu par le parti lors de ce scrutin, à la faveur duquel il recueillit 47,6% des voix dans les quartiers de l’ancien Berlin-Est, contribua en effet paradoxalement à mettre en lumière le blocage interne le paralysant. Alors que la formation néo-communiste, qui avait déjà des représentants dans le gouvernement régional du Mecklembourg-Poméranie occidentale depuis 1998, avait obtenu les faveurs d’électeurs attendant de lui des transformations visibles, elle se révéla, dans les

<sup>8</sup> Sur cette crise, voir C. MACHOS, D. SEGERT, “Überraschende politische Erfolge postkommunistischer Parteien in Deutschland und Ungarn: Parallelen und Unterschiede”, in I. RUDOLPH (Dir.), *Geplanter Wandel, ungeplante Wirkungen. Handlungslosigkeiten und -ressourcen im Prozess der Transformation*, Berlin, Sigma, 1995, pp. 216-229.

<sup>9</sup> Cette option consistant, pour le parti de la gauche socialiste, à tolérer un gouvernement minoritaire de tendance sociale-démocrate est connue sous l’appellation de “modèle de Magdebourg”. Il s’agit du modèle dont souhaitait s’inspirer la tête de liste SPD Andrea Ypsilanti à l’issue des élections régionales de Hesse de janvier 2008. Cf. J. VAILLANT, “Le nouveau paysage politique en Allemagne”, *La revue internationale et stratégique*, n. 74, 2009/2, pp. 144-154, not. pp. 149-150.

<sup>10</sup> Cf. M. CHRAPA, “Sozialistische Politik in schwierigen Zeiten”, in M. BRIE, C. HILDEBRANDT (Dir.), *Für ein anderes Europa. Linksparteien im Aufbruch*, Berlin, Karl Dietz, 2005, pp. 340-357, not. pp. 344-345.

<sup>11</sup> *Ibid.*

exécutifs régionaux dirigés par les sociaux-démocrates, insuffisamment préparée à agir selon une "éthique de responsabilité" qui aurait supposé un ralliement sans ambages à l'option réformiste. Ayant mené une campagne sans objectifs clairs, en espérant que la courbe ascendante de ses résultats électoraux continuerait à grimper (1990: 2,4%; 1994: 4,4%; 1998: 5,1%), le PDS subit une nouvelle déconvenue lors du scrutin fédéral de 2002, et lors du scrutin régional organisé le même jour dans le *Land* du Mecklembourg-Poméranie occidentale. Avec seulement 4,0% des secondes voix (Tableau 1), le parti ne put envoyer au *Bundestag* que deux députés de circonscription élus par mandat direct, tandis qu'il dut se résoudre, après avoir localement engrangé 16,6% des suffrages, contre 24,4% en 1998, à voir son groupe parlementaire à la diète de Schwerin amputé du quart de ses effectifs.

**Tableau 1**  
**Résultats du PDS aux élections fédérales et européennes organisées en Allemagne de 1990 à 2005**  
**(% des secondes voix)**

Année électorale	Ensemble de l'Allemagne	Territoires de l'ancienne RFA (y compris Berlin-Ouest)	Territoires de l'ancienne RDA (y compris Berlin-Est)
Elections législatives fédérales (Bundestagswahlen)			
1990	2,4	0,3	11,1
1994	4,4	1,0	19,8
1998	5,1	1,2	21,6
2002	4,0	1,1	16,9
2005	8,7	4,9	25,3
Elections européennes (Europawahlen)			
1994	4,7	0,6	20,6
1999	5,8	1,3	23,0
2004	6,1	1,7	25,2

2005: Linke. PDS

Source: Statistisches Bundesamt Deutschland

Ce double revers, qui coûta son poste à Gabriele Zimmer, remplacée à la présidence du mouvement par Lothar Bisky, fut opportunément utilisé par les réformateurs siégeant à la direction du PDS pour imposer leur hégémonie au sein du parti. Fut ainsi adopté, lors du congrès de Chemnitz d'octobre 2003, un nouveau programme remplaçant celui de 1993, précisant que le PDS se concevait comme un parti socialiste d'envergure fédérale ne souhaitant pas uniquement s'en tenir à une opposition frontale au système, mais pouvant également œuvrer à la progressive transformation des rapports sociaux par le biais de la participation gouvernementale. Pour autant, par-delà l'alternative entre "résistance critique" et "participation responsable" qui avait donné lieu à tant de débats internes depuis dix ans, le programme esquissa également une troisième option consistant pour le PDS à développer dans le champ extra-parlementaire, en accord avec d'autres forces sociales et politiques, une alternative de réforme démocratique et citoyenne susceptible d'entraîner une modification majeure des rapports de domination prévalant en Allemagne. Pour créer les conditions d'un véritable changement d'orientation politique, le parti doit viser dans ce cadre à devenir une formation de gauche forte et indépendante, capable de s'unir à certains syndicats, ainsi qu'à des associations et des organisations non-gouvernementales critiques vis-à-vis des politiques publiques d'inspiration sociale-libérale. Il s'agit ainsi pour le PDS, dans l'esprit du

concept d'hégémonie culturelle et politique promu par Antonio Gramsci, d'initier une alternation politique en direction d'une démocratie citoyenne et sociale, grâce à l'émergence d'une nouvelle gauche qui s'imposerait dans la société civile avant de s'imposer dans la société politique. Cette troisième position fit suite aux recommandations stratégiques de l'intellectuel réformiste Michael Brie<sup>12</sup>, lequel, en proposant le "projet PDS plus" insistant sur l'importance de l'expansion à l'Ouest du PDS pour la crédibilité et la pérennité de son positionnement en tant que formation idéologique non limitée aux seuls *Länder* de l'Est, avait préconisé la constitution d'une force politique de gauche attrayante dont le PDS, à l'Est comme à l'Ouest, serait une partie organique. Un tel projet visait à tirer profit du potentiel représenté par les syndicats de gauche, les associations demandant plus de justice sociale, les nouveaux mouvements sociaux pacifistes et altermondialistes, à savoir les forces nécessaires à une politique socialiste que le PDS, souvent perçu comme le successeur direct du SED –c'est-à-dire du parti responsable de décennies de dictature et d'oppression–, n'était guère parvenu à atteindre. Appelant ses amis néo-communistes à pactiser avec ces forces de gauche, M. Brie avait enjoint la direction du parti à ne plus se satisfaire de simples alliances électorales conjoncturelles, et à créer une structure commune qui, bien que prévenant dans l'immédiat l'instrumentalisation de l'ensemble par l'une ou l'autre de ses composantes, devait avoir vocation à se transformer en un grand parti politique commun<sup>13</sup>. L'existence de cette stratégie, réaffirmée à l'occasion du congrès de Postdam de 2004 lors duquel le PDS inscrit son action au cœur d'un "triangle stratégique" (*strategisches Dreieck*) dont les trois côtés étaient la participation gouvernementale responsable, l'opposition parlementaire résolue et l'opposition extra-parlementaire au sein de la société civile<sup>14</sup>, permet de comprendre pourquoi le PDS, compte tenu du nouveau contexte politique qui prévalait outre-Rhin depuis les manifestations de mai et novembre 2003, s'est employé à se rapprocher de la WASG dès l'annonce, en mai 2005, d'élections fédérales anticipées. L'Alternative électorale pour le travail et la justice sociale, qui avait rassemblé en quelques mois autant de membres que le PDS à l'Ouest en quinze ans, touchait de fait un électorat important que le parti néo-communiste n'avait point encore pu attirer à lui, et qui semblait en passe de constituer le socle d'une formation capable de lui livrer une inopportune concurrence. La WASG, qui n'avait pas à lutter dans les *Länder* occidentaux contre les problèmes culturels qu'y rencontrait le PDS, avait par ailleurs d'importants contacts avec les syndicats, et présentait l'avantage de ne pas pouvoir faire l'objet d'anathèmes prenant pour cible sa filiation avec un parti considéré comme "extrémiste". Ses dirigeants, avant l'arrivée d'Oskar Lafontaine, étaient enfin relativement peu connus. Elle représentait donc le partenaire idéal pour constituer une structure commune susceptible d'assurer l'expansion à l'Ouest du PDS. La WASG, qui n'avait obtenu, malgré des conditions pourtant favorables, que 2,2% des voix lors du scrutin régional de Rhénanie du Nord-Westphalie en mai 2005, ne pouvait pour sa part espérer franchir le seuil

---

<sup>12</sup> Cf. par exemple M. BRIE, "Ist die PDS noch zu retten? Analyse und Perspektiven", *Standpunkte*, 3/2003, mai 2003.

<sup>13</sup> S. GOURY-SEIM, "Die Linke, un nouvel acteur à gauche de l'échiquier politique allemand. La fusion entre PDS et WASG", *Allemagne d'aujourd'hui*, n. 181, juil.-sept. 2007, pp. 27-40, not. pp. 29-30.

<sup>14</sup> V. NEU, *op. cit.*, pp. 323-324.

dirimant de 5% des suffrages lors du renouvellement anticipé du *Bundestag*. Elle devait nécessairement, pour pouvoir espérer une victoire, se présenter avec le PDS, dont la représentation parlementaire lui permettait de ne pas satisfaire à l'exigence –souvent vulnérante pour les nouvelles formations– du recueil des signatures, et dont la solide implantation dans les *Länder* orientaux lui permettait de ne point craindre une redoutable concurrence<sup>15</sup>.

### **Une implantation pérenne procédant d'un double facteur identitaire et protestataire**

Les succès électoraux remportés par le PDS dans les nouveaux *Länder*, dans la mesure où ils ont durablement structuré une force politique située à la gauche du SPD, ont ultérieurement servi de terreau à l'enracinement et au développement de *Die Linke*<sup>16</sup>. La formation néo-communiste, qui a disposé d'une représentation parlementaire dans l'ensemble des diètes régionales d'Allemagne orientale dès 1990, a connu des performances électorales tendanciellement ascendantes depuis sa naissance, réussissant sans cesse à consolider son enracinement dans les territoires de l'ancienne RDA. Alors que le parti avait enregistré des scores compris entre 9,7% et 15,7% des voix lors de la mise en place des chambres des États-régions nouvellement rattachés à la RFA en octobre 1990, il a ainsi obtenu des résultats oscillant entre 13,4% et 28,0% des suffrages lors des scrutins organisés dans les *Länder* orientaux en 2004/06. Disposant dès l'origine d'un maillage efficace et d'une réelle implantation au sein de la population du fait de l'emprise passée sur celle-ci du SED, le parti de la gauche socialiste n'a temporairement connu d'involutions électorales que dans les *Länder* où il a été amené à participer directement au gouvernement régional (Mecklembourg-Poméranie occidentale, Berlin) ou à tolérer un cabinet minoritaire (Saxe-Anhalt)<sup>17</sup>. Il a, partout ailleurs, plus que doublé ses scores aux scrutins régionaux depuis 1990, provoquant l'érosion à l'Est des deux *Volksparteien* structurant la vie politique à l'échelle fédérale. Exception faite du Brandebourg, du Mecklembourg et de la ville-État de Berlin (dont la partie occidentale ne faisait pas partie de la RDA), la gauche socialiste antilibérale devance désormais régulièrement le SPD dans les territoires d'Allemagne orientale lors des élections régionales, et ce y compris dans les territoires qui, tels la Saxe et la Thuringe, constituaient des bastions de la social-démocratie sous le *Reich* wilhelmien et la République de Weimar (Tableau 2). Cette implantation de la gauche socialiste à l'Est se vérifie lors des scrutins d'envergure fédérale, à l'instar des élections européennes. En 2004 comme en 2009, le SPD a ainsi été devancé dans tous les *Länder* est-allemands par la gauche de la gauche, exception faite, une fois encore, de la ville-État de Berlin (Tableau 3). Cela a d'ailleurs donné lieu, après chacune de ces deux élections, à des prises de position alarmistes pointant du doigt le risque de

<sup>15</sup> T. SPIER, "L'impossible alliance: le SPD face à *Die Linke*", *note du Comité d'études des relations franco-allemandes*, n. 64, juin 2009, pp. 6-7.

<sup>16</sup> J.-P. GOUGEON, "*Die Linke*: entre gauche radicale et défi à la social-démocratie", *op. cit.*, p. 30.

<sup>17</sup> L'ancien PDS n'ayant jamais pu tirer profit électoralement d'une coalition avec le SPD, Tim Spier estime que le parti social-démocrate pourrait fort bien mettre en difficulté son adversaire de gauche en l'"embrassant", c'est-à-dire en décidant de former des coalitions avec lui. Cf. T. SPIER, "L'impossible alliance: le SPD face à *Die Linke*", *op. cit.*, pp. 13-14.

marginalisation à l'Est du parti social-démocrate, lequel, notamment après avoir cédé sous l'ère Schröder aux sirènes de ce que Hans-Peter Bartels appelle le "capitalisme victorieux"<sup>18</sup>, peine à être considéré dans les régions de l'ancienne RDA comme une force de gauche attentive au sort des petites gens.

**Tableau 2**  
**Résultats du SPD et du parti de la gauche socialiste (PDS/Linkspartei.PDS/Die Linke) à l'issue des élections régionales organisées dans les Länder d'Allemagne orientale de 1999 à 2009 (en % des voix)**

Année	BB	BE	MV	SN	ST	TH
1999	SPD: 39,3 PDS: 23,3	SPD: 22,4 PDS: 17,7		SPD: 10,7 PDS: 22,2		SPD: 18,5 PDS: 21,4
2001		SPD: 29,7 PDS: 22,6				
2002			SPD: 40,6 PDS: 16,4		SPD: 20,0 PDS: 20,4	
2004	SPD: 31,9 PDS: 28,0			SPD: 9,8 PDS: 23,6		SPD: 14,5 PDS: 26,1
2006		SPD: 30,8 L.PDS: 13,4	SPD: 30,2 L.PDS: 16,8		SPD: 21,4 L.PDS: 24,1	
2009	SPD: 33,0 Linke: 27,2			SPD: 10,4 Linke: 20,6		SPD: 18,5 Linke: 27,4

BB: Brandebourg; BE: Berlin; MV: Mecklembourg-Poméranie occidentale; SN: Saxe; ST: Saxe-Anhalt; TH: Thuringe

Source: Statistisches Bundesamt Deutschland

**Tableau 3**  
**Résultats du SPD et du PDS/Die Linke aux élections européennes de 2004 et 2009 dans les Länder orientaux (en % des voix)**

Länder	2004		2009	
	SPD	PDS	SPD	Die Linke
Berlin	19,2	14,4	18,8	14,7
Brandebourg	20,5	30,9	22,8	26,0
Mecklembourg-Pomér.	16,1	21,7	16,7	23,5
Saxe	11,9	23,5	11,7	20,1
Saxe-Anhalt	18,5	23,7	18,1	23,6
Thuringe	15,4	25,3	15,7	23,8

Source: Statistisches Bundesamt Deutschland

La solide et pérenne implantation de la gauche socialiste dans les *Länder* orientaux, d'abord avec le PDS, puis maintenant avec *Die Linke*, peut être expliquée par deux raisons principales. La première est le sentiment persistant d'une non-prise en compte par l'Ouest, et notamment par les partis qui y évoluent<sup>19</sup>, de l'identité est-allemande et de la différence qu'elle implique tant dans le rapport au passé que dans le comportement social et culturel. Comme

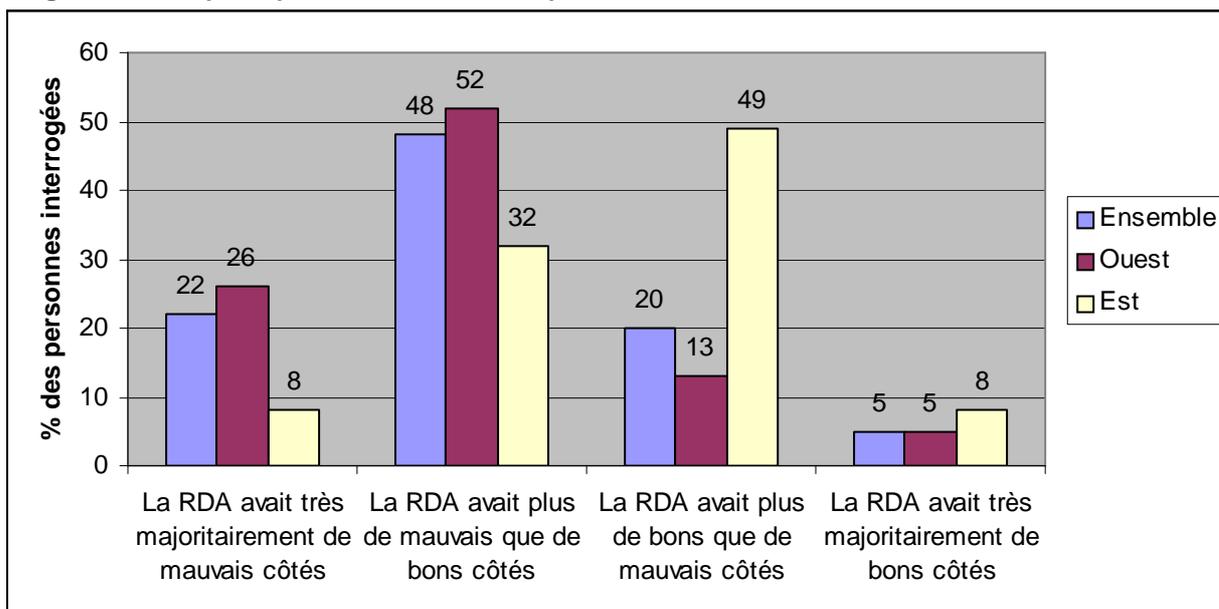
<sup>18</sup> H.-P. BARTELS, *Victory-Kapitalismus. Wie eine Ideologie uns entmündigt*, Köln, Kiepenheuer und Witsch, 2005.

<sup>19</sup> Matthias Platzek, ministre-président social-démocrate du Brandebourg, un temps à la tête du SPD avant l'arrivée de Kurt Beck, a fort justement souligné dans un ouvrage de souvenirs et d'analyses que les partis traditionnels issus de l'Ouest ont encore du mal à saisir et intégrer les revendications spécifiques des citoyens des territoires orientaux, lesquels restent marqués par ce qu'il appelle une "conscience régionale". Cf. M. PLATZECK, *Zukunft braucht Herkunft. Deutsche Fragen. Ostdeutsche Antworten*, Hamburg, Hoffmann und Campe, 2009.

l'écrivait en 2001 Gregor Gysi, président du PDS de 1990 à 1993, et unique président, depuis le retrait d'Oskar Lafontaine en octobre 2009, du groupe parlementaire *Die Linke* à la diète fédérale, "les habitants des nouveaux *Länder* ont eu, après le 3 octobre 1990, de plus en plus l'impression qu'ils étaient davantage tolérés que désirés"<sup>20</sup>. À l'euphorie de l'unité retrouvée des années 1989-1990, a de fait succédé une certaine désillusion chez ceux que l'on qualifie parfois d'Ossis, lesquels ont eu l'impression que la vie qu'ils avaient connue avant la chute du Mur n'avait absolument aucune valeur aux yeux de leurs nouveaux compatriotes. Se sentant étrangers à la nouvelle culture occidentale à laquelle ils étaient contraints de s'assimiler –culture individualiste qui exigeait de savoir "se mettre en valeur" et "se battre", alors qu'ils avaient été habitués à ce que le collectif socialiste prenne en charge une partie de leur vie sociale<sup>21</sup>–, les habitants des nouveaux *Länder* ont été saisis par un malaise identitaire les amenant parfois à idéaliser le passé de la RDA, rétrospectivement conçue comme un État ayant plus de bons que de mauvais côtés (Graphique 1), et dans lequel la justice et l'égalité prévalaient entre des citoyens égaux<sup>22</sup>.

#### Graphique 1

##### Jugement rétrospectif porté sur la vie en RDA par les Allemands de l'Ouest et les Allemands de l'Est



4% des Allemands de l'Ouest et 3% des Allemands de l'Est ne se prononcent pas

Source: Sondage TNS Emnid réalisé du 20 au 23 avril 2009 auprès d'un échantillon représentatif de 1.208 personnes pour le compte du Ministère fédéral des Transports et du Développement urbain ([www.bmvbs.de/jsp/fotoreihe](http://www.bmvbs.de/jsp/fotoreihe), mars 2010).

<sup>20</sup> G. GYSI, *Ein Blick zurück, ein Schritt nach vorne*, Hamburg, Hoffmann und Campe, 2001, p. 17.

<sup>21</sup> Voir à ce sujet A. SIMON, J. FAKTOR, *Fremd im eigenen Land?*, Giessen, Psychosozial Verlag, 2000.

<sup>22</sup> Rita Kuczynski souligne que les Allemands de l'Est, et notamment ceux votant pour la gauche socialiste, développent "une identité qui ne repose pas sur les données historiques de la RDA, mais une identité fictive et virtuelle" (R. KUCZYNSKI, *Die Rache der Ostdeutschen*, Berlin, Parthas Verlag, 2002, p. 1).

Le sentiment d'être désavantagé par rapport aux Allemands de l'Ouest est aujourd'hui très répandu dans les *Länder* orientaux, les deux tiers des *Ossis* ayant l'impression d'être des "citoyens de seconde classe" et de rester fondamentalement différents des *Wessis*, dont les performances en matière professionnelle sont jugées mieux appréciées<sup>23</sup>. Ayant su s'appuyer à l'Est sur le sentiment partagé d'assimilation et de dépossession par l'Ouest, le parti de la gauche socialiste héritière du SED a été en mesure de capter dans les nouveaux États-régions un vote à caractère identitaire, ce qui a du reste amené certains politistes, comme Ferdinand Müller-Rommel, à appréhender le PDS dans les années 90 sous les traits d'une formation régionaliste. La seconde raison expliquant le succès et la pérennité de la gauche de la gauche en Allemagne orientale est le sentiment de déclassement social éprouvé par de nombreux *Ossis* suite à la politique économique menée par le gouvernement fédéral, une première fois avec la politique de privatisation des entreprises d'État déléguée à la *Treuhandanstalt* –qui a eu pour contrecoup de supprimer 2,6 millions d'emplois, en majorité dans le secteur secondaire–, et une seconde fois avec la politique de réformes engagée par Gerhard Schröder au cours de sa deuxième mandature. Non seulement, comme le souligne Gerhard Ritter, le changement économique structurel induit par la réunification a engendré pour la plupart des citoyens de l'Est un bouleversement profond des modes de vie, une perte de sécurité économique et la nécessité de trouver une place dans un monde radicalement différent dont il fallait sans transition apprendre les règles complexes<sup>24</sup>, mais la désindustrialisation et la perte massive d'emplois ont été de surcroît vécues par les populations concernées comme un véritable traumatisme, comme une injustice découlant directement de l'application aveugle des préceptes libéraux que pourfendait justement les néo-communistes. Les succès de ces derniers se sont nourris des frustrations développées dans l'ex-RDA suite aux promesses économiques trop optimistes d'Helmut Kohl, lequel, en s'inspirant des calculs utopiques de Kurt Biedenkopf, économiste occupant au moment de la *Wende* le poste de secrétaire général de la CDU, avait annoncé aux Allemands de l'Est des "paysages florissants". Malgré d'importants transferts financiers opérés de l'Ouest vers l'Est, les nouveaux *Länder* n'ont en effet jamais pu rattraper le retard économique qui les séparait des États-régions de l'ancienne RFA, leur population demeurant particulièrement vulnérable du point de vue social. L'Est dispose ainsi depuis vingt ans d'un taux de chômage environ deux fois supérieur à celui de l'Ouest (12,9% contre 6,9% en juin 2009<sup>25</sup>), tout en devant compter avec une part de chômeurs de longue durée supérieure de près de 10 points à celle enregistrée à l'Ouest (44% contre 34%<sup>26</sup>). En prenant en considération la différence du coût de la vie entre les *Länder* orientaux et occidentaux, il est établi que le salaire réel moyen et le revenu réel moyen des *Ossis* équivalent respectivement à 92% et 82% de celui

<sup>23</sup> F. T. KOCH, "Les nouveaux Länder 20 ans après la chute du Mur", *note du Comité d'études des relations franco-allemandes*, n. 68, novembre 2009, pp. 21-22.

<sup>24</sup> Cf. G. A. RITTER, *Der Preis der deutschen Einheit. Die Wiedervereinigung und die Krise des Sozialstaates*, München, Beck, 2007.

<sup>25</sup> F. T. KOCH, *op. cit.*, p. 14.

<sup>26</sup> J.-P. GOUGEON, *L'Allemagne du XXI<sup>e</sup> siècle, une nouvelle nation*, Paris, Armand Colin, 2009, p. 160.

des *Wessis*<sup>27</sup>, ce qui tient au fait que les salaires réels versés dans de nombreuses branches sont, à travail identique, plus faibles à l'Est qu'à l'Ouest. Il n'est alors guère surprenant que la différence de pouvoir d'achat entre les anciens et les nouveaux *Länder* soit relativement importante, et que les taux de pauvreté les plus élevés soient enregistrés dans les territoires de l'ancienne RDA. Le pourcentage de la population disposant depuis au moins deux ans d'un revenu net inférieur à 60% du revenu médian, qui permet d'établir le taux de pauvreté, s'élevait de fait en 2009 à 19,5% à l'Est, contre 12,5% à l'Ouest<sup>28</sup>. En raison de cette situation, qui consacre une coupure économique persistante entre les deux parties de l'Allemagne, le vote en faveur de la gauche antilibérale est souvent vécu dans les États-régions orientaux comme un acte de protestation permettant de dénoncer le système socio-économique imposé sans condition aux régions de l'ex-RDA par le biais de l'*Aufbau Ost*, cette politique destinée à favoriser l'essor économique des nouveaux *Länder*, qui a souvent été conçue et mise en œuvre comme s'il s'agissait de simplement reproduire à l'Est ce qui existait à l'Ouest (*Nachbau West*)<sup>29</sup>. La pérennité en Allemagne orientale de la gauche socialiste procède donc d'un double facteur identitaire et protestataire, double facteur propre à un territoire donné qui ne peut toutefois être mobilisé pour rendre compte de l'émergence et de la stabilisation de cette même gauche dans les régions d'Allemagne occidentale.

### Un antécédent dans les *Länder* occidentaux: la WASG

Les prémices de la structuration à l'Ouest d'un parti politique de gauche antilibérale remontent, comme l'a justement noté Jacques-Pierre Gougeon<sup>30</sup>, aux premières manifestations générales organisées en mai et novembre 2003 contre les réformes engagées par le second gouvernement rouge-vert de Gerhard Schröder. Cette politique de réformes, annoncée par le chancelier de manière autoritaire et sans discussion préalable, a en effet mécontenté les syndicats et de nombreux cadres de l'aile gauche du SPD, qui ont rapidement jugé nécessaire d'impulser un mouvement de dissidence devant aboutir à la constitution d'une force politique alternative capable d'occuper sur l'échiquier politique l'espace libéré sur sa gauche par le parti social-démocrate, et que ne parvenait pas à revendiquer efficacement le PDS<sup>31</sup>. Fut subséquemment créée la WASG, qui se rapprocha du PDS à la faveur du scrutin fédéral anticipé de septembre 2005, avant d'engager avec ce dernier un processus de fusion qui se solda à l'été 2007 par la naissance de *Die Linke*. Ce dernier eut un succès d'autant plus rapide que s'accélérait, depuis le début des années 2000, la dégradation de la situation socio-économique du pays.

---

<sup>27</sup> *Ibid.*, p. 157.

<sup>28</sup> *Ibid.*, p. 140.

<sup>29</sup> F. T. KOCH, *op. cit.*, pp. 9-12. Voir plus globalement F. THIEßEN (Dir.), *Die Wessis. Westdeutsche Führungskräfte beim Aufbau Ost*, Köln/Weimar/Wien, Böhlau Verlag, 2009.

<sup>30</sup> J.-P. GOUGEON, "Die Linke: entre gauche radicale et défi à la social-démocratie", *op. cit.*, p. 31.

<sup>31</sup> F. WALTER, T. SPIER, "Viel Lärm um Nichts? Zu den Erfolgsaussichten einer neuen Linkspartei", *Gewerkschaftliche Monatshefte*, vol. 55, n. 6, 2004.

### Le "Nouveau Centre" ou la stratégie réformiste sociale-libérale du SPD

Les réformes du chancelier Schröder, connues sous le nom générique d'*Agenda 2010*, visaient à réformer l'État providence en réduisant le nombre et le montant des prestations sociales, pour abaisser le coût du travail en Allemagne et permettre ainsi au pays de redevenir compétitif sur le marché mondial. Progressivement mises en œuvre à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2003, elles ont entraîné une redéfinition du concept de justice sociale en rompant avec l'ancienne tradition sociale-démocrate, trop tournée selon les promoteurs du "Nouveau Centre" (*Die neue Mitte*) vers la redistribution. Ayant amené le SPD à abandonner, dans un souci de performance économique, ses valeurs traditionnelles de solidarité et de protection sociale, cette nouvelle politique, associée à la très impopulaire loi Hartz IV –permettant notamment de réduire les indemnités versées aux chômeurs de longue durée refusant d'accepter des emplois en dessous de leur qualification, ou dont les ascendants ou descendants disposent d'économies–, est à mettre en rapport avec le processus de "désidéologisation"<sup>32</sup> affectant le SPD depuis les années 90, et amenant le parti de feu Willy Brandt à se déplacer vers le centre en renonçant à toute grille de lecture marxiste en termes de rapports de classes. Par-delà la déclaration gouvernementale du 14 mars 2003, lors de laquelle le chancelier fédéral avait annoncé devant le *Bundestag* sa volonté de diminuer les prestations versées par l'État et de favoriser la responsabilité individuelle de chaque travailleur, l'esprit de cette rupture réformiste remonte en effet au manifeste Blair/Schröder de 1999 qui ambitionnait de révolutionner la pensée sociale-démocrate en Europe. Visant à tirer les leçons du passé où "l'effort et le sens des responsabilités n'étaient pas suffisamment récompensés", et où la social-démocratie, obnubilée par "l'idée [selon laquelle] l'État devrait remédier aux carences du marché et aux dommages qui en résultent", a trop souvent mis en œuvre des politiques ayant conduit à élargir démesurément les attributions de la puissance publique, ce document entendait remettre au goût du jour "les valeurs chères aux citoyens, comme la réussite personnelle, l'esprit d'entreprise, la responsabilité individuelle et l'appartenance à une communauté", jugées trop souvent "secondaires par rapport aux mesures sociales concernant l'ensemble de la population"<sup>33</sup>. Dans un souci de modernisation axiologique et d'adaptation au nouveau contexte mondial, les partis sociaux-démocrates devaient selon les deux chefs de gouvernement mener une politique de l'offre favorable aux entreprises, créer les conditions permettant à ces dernières de prospérer, notamment en introduisant plus de flexibilité sur le marché du travail, et entreprendre une réforme de l'État providence devant "transformer le filet de sécurité des acquis sociaux en un tremplin vers la responsabilité individuelle"<sup>34</sup>. C'est dans ce sillon que le SPD allemand a conçu ce que Bodo

<sup>32</sup> Terme utilisé dans F. WALTER, *Die SPD. Vom Proletariat zur Neuen Mitte*, Berlin, Alexander Fest Verlag, 2002, p. 263.

<sup>33</sup> FONDATION JEAN JAURÈS, "Blair-Schröder. Le texte du manifeste, les analyses critiques", *Les notes de la fondation Jean Jaurès*, n. 13, août 1999, pp. 17 et 18.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 34.

Hombach, proche collaborateur du chancelier Schröder, a décrit comme “la rencontre historique entre le vrai libéralisme et la social-démocratie”, avec comme objectif “la rénovation du modèle politique social-démocrate par-delà les catégories droite-gauche”<sup>35</sup>. Sous-tendant déjà explicitement le discours de Schröder au congrès du SPD de Hanovre en décembre 1997, cette volonté de dépasser les clivages sociaux traditionnels pour définir un projet de société acceptable par tous, et reposant sur une coopération des différentes catégories professionnelles créatrices de richesses, inspira les différentes réformes de l’*Agenda 2010*, et trouva sa plus claire formulation dans les *13 thèses en faveur de la transformation de l’État providence* publiées en août 2003 par Olaf Scholz, secrétaire-général du SPD. Considérant que “la justice telle qu’elle a été définie dans l’Allemagne occidentale de l’après-guerre, c’est-à-dire essentiellement comme une juste répartition de l’accroissement de prospérité et de revenu, n’est pas une perspective permettant de répondre aux défis actuels”, ce texte propose de promouvoir, afin de tenir compte de la nouvelle réalité marquée par la mondialisation et la crise des finances publiques, une conception de la justice qui fasse plus de place à la notion de liberté: “Est juste ce qui place les individus en situation d’organiser leur vie comme ils le désirent”<sup>36</sup>. La social-démocratie doit donc privilégier dans cette optique l’éducation et le travail, sources d’émancipation, et faire de l’État providence, non pas uniquement un État redistributeur, mais un “État social préventif” capable de donner *ex ante* aux individus les chances de réussir.

### **Le mouvement de protestation à l’égard de l’Agenda 2010**

L’*Agenda 2010* défendu par Gerhard Schröder, ainsi que la doctrine réformiste “blairiste” qui la sous-tendait, mirent rapidement à l’épreuve la cohésion interne du SPD, lequel perdit au cours des deux premières années du second gouvernement rouge-vert pas moins de 110.000 adhérents mécontents de la restructuration à marche forcée de l’État providence<sup>37</sup>. Plusieurs députés des ailes gauche (*Parlamentarische Linke*) et centriste (*Netzwerk*) du mouvement dénoncèrent les sacrifices imposés aux catégories les plus défavorisées de la population, à l’instar de Hans-Peter Bartels, qui reprocha à ses amis de s’être laissés “influencer par les fondamentalistes libéraux, les prophètes d’une domination de l’économie sur tous les domaines de la société”, et d’avoir de ce fait oublié “ceux qui voient dans [la] flexibilité une menace –pas uniquement matérielle– de leur existence”<sup>38</sup>. Au-delà du SPD, c’est l’ensemble de la gauche, et notamment le monde syndical, qui pointa du doigt la politique de démantèlement social (“*Sozialabbau*”) du gouvernement. Michael Sommer, président de la puissante Confédération des syndicats allemands, et par ailleurs membre du parti social-démocrate, déclara ainsi qu’“une

<sup>35</sup> B. HOMBACH, *Der Aufbruch. Die Politik der neuen Mitte*, Düsseldorf, Econ, 1998, pp. 10 et 11.

<sup>36</sup> O. SCHOLZ, “13 Thesen für die Umgestaltung des Sozialstaates und die Zukunft sozialdemokratischer Politik”, *Frankfurter Rundschau*, 7 août 2003.

<sup>37</sup> E. WIESENDAHL, *Mitgliederparteien am Ende? Eine Kritik der Niedergangsdiskussion*, Wiesbaden, VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2006, p. 48.

<sup>38</sup> H.-P. BARTELS, *op. cit.*, pp. 12 et 205.

politique qui abandonne le principe fondamental de la solidarité fait fausse route<sup>39</sup>, n'hésitant pas à rédiger un contre-projet au programme de réformes du chancelier incluant la réintroduction de l'impôt sur les grandes fortunes, une imposition plus importante des profits boursiers, ou encore le développement de la formation continue. Le président du syndicat des services *ver.di*, Franz Bsirske, pourtant connu pour son orientation réformiste, s'indigna pour sa part du "caractère injuste car unilatéral des sacrifices imposés aux gens modestes", et mit en garde le SPD en lui rappelant qu'il n'avait "jamais eu de majorité politique sans l'électorat proche des syndicats"<sup>40</sup>. Parallèlement à ces critiques émanant de responsables politiques et syndicaux, qui amenèrent Gerhard Schröder à démissionner de la présidence du SPD en février 2004, un mouvement de protestation plus large, dont le centre de gravité fut d'abord situé à l'Est<sup>41</sup>, se structura à travers les "manifestations du lundi"<sup>42</sup>. Lors de la manifestation du 30 août 2004 à Leipzig, la présence d'Oskar Lafontaine, qui avait quitté en mars 1999 la présidence du SPD et son poste de ministre des Finances après que le chancelier eût refusé de mettre en œuvre la politique keynésienne qu'il préconisait, donna une signification politique à l'événement: alors que se joignait au mouvement de contestation une figure de proue de la social-démocratie allemande s'étant peu auparavant déclarée prête à soutenir un nouveau parti de gauche si le SPD n'engageait pas rapidement une discussion de fond sur ses orientations<sup>43</sup>, se précisa l'idée de créer à l'Ouest une formation à la gauche du SPD. C'est dans ce contexte que se constituèrent deux réseaux d'activistes animés par des responsables syndicaux et d'anciens membres du parti social-démocrate: l'Alternative électorale 2006 (*Wahlalternative 2006*) à Berlin et en Rhénanie du Nord-Westphalie, ainsi que l'Initiative Travail et justice sociale (*Initiative Arbeit und Soziale Gerechtigkeit*) en Bavière, qui fusionnèrent en juillet 2004 pour donner naissance à la WASG. Portée par la vague grandissante d'insatisfaction, celle-ci publia ses positions dans un document programmatique en octobre 2004, et se transforma en parti politique en janvier 2005. Le processus de fusion avec le PDS fut lancé au mois de mai suivant avec la convocation d'un scrutin fédéral anticipé par le chancelier Schröder, et aboutit à la création officielle le 16 juin 2007 de *Die Linke*, lors d'un congrès fondateur qui élit une double présidence exercée par Oskar Lafontaine et Lothar Bisky.

---

<sup>39</sup> *Die Zeit*, 8 mai 2003.

<sup>40</sup> *Handelsblatt*, 18 novembre 2003.

<sup>41</sup> Pour Dieter Segert, cela s'explique par le fait que les Allemands de l'Est se sentaient davantage concernés que les Allemands de l'Ouest par la fusion de l'aide sociale et des indemnités chômage, et par le fait que la nouvelle allocation créée par la loi Hartz IV (*Arbeitslosengeld II*) était plus faible à l'Est qu'à l'Ouest (ce qui était vécu par les *Ossis* comme une injustice). Cf. D. SEGERT, "Le nouveau Parti de gauche en Allemagne: une gauche si extrême", *note du Comité d'études des relations franco-allemandes*, n. 33, mai 2006, pp. 5-6.

<sup>42</sup> Cette expression fait référence à une forme d'action collective qui s'est développée dans le courant de l'année 1989 à Leipzig et qui s'inspirait des prières pour la paix qui y avaient lieu le lundi. Les manifestants, prenant possession de l'espace public dans cette ville, puis dans d'autres grandes villes de RDA, se rencontraient toujours au même moment pour exprimer pacifiquement leurs revendications. Il y eut plusieurs tentatives de revenir à ces "manifestations du lundi", notamment lors de la première crise de la réunification au printemps 1991, mais ce mode de protestation ne revint pleinement au goût du jour qu'à l'occasion du mouvement de contestation de l'Agenda 2010.

<sup>43</sup> *Süddeutsche Zeitung*, 9 août 2004.

### La nouvelle réalité socio-économique

Si la résurgence d'un parti de gauche antilibérale en Allemagne de l'Ouest tient en grande partie au facteur conjoncturel qu'a constitué le vaste mouvement de protestation à l'égard de l'*Agenda 2010*, on ne peut cependant en rendre compte sans faire référence à la dégradation structurelle de la situation socio-économique de la République fédérale depuis la réunification, et plus particulièrement depuis le début des années 2000. Corroboré par plusieurs études de l'Institut de recherche économique de Berlin (DIW) pointant du doigt un accroissement des inégalités de revenus ainsi que la stabilisation persistante d'une "nouvelle pauvreté" due en partie à un niveau de salaires très bas dans certains secteurs, l'éclatement du modèle socio-économique allemand<sup>44</sup> donne naissance, non seulement au sein des milieux populaires, mais aussi parmi les classes moyennes, à un double sentiment de précarité et de déclassement social dont tire politiquement profit la gauche de la gauche. À en croire Gero Neugebauer, "le climat général en Allemagne est marqué par l'insécurité sociale, les peurs face à l'avenir, ainsi qu'une grande sensibilité à l'égard de l'inégalité sociale croissante et de l'absence de mobilité sociale"<sup>45</sup>. Il en résulte un accroissement de la "demande d'État", les Allemands, hostiles aux préceptes du capitalisme moderne et à la notion même de risque, restant attachés selon Paul Nolte à "une conception unidimensionnelle et conventionnelle de la justice fondée sur la répartition"<sup>46</sup>. Les bas salaires ne permettant souvent plus à ceux qui les touchent de vivre dignement de leur travail, la précarisation du salariat constitue sans doute l'évolution la plus sensiblement ressentie comme une menace pour la cohésion sociale. Les chiffres sont à vrai dire éloquentes: entre 1995 et 2009, la part des travailleurs à bas salaires est passée outre-Rhin de 15% de l'ensemble des effectifs salariés à 36%<sup>47</sup>, ce qui tient en partie au fait que des niveaux de rémunération déjà très bas, dans des secteurs tels que la sécurité, la coiffure ou le transport, n'ont guère évolué sur cette période. Le nombre de salariés ayant un contrat à durée déterminée est passé quant à lui, de 1,9 à 2,7 millions, tandis que le nombre de ceux travaillant à temps partiel est passé durant ce même laps de temps de 6,5 à 11,8 millions<sup>48</sup>. La part de la population touchée par la pauvreté, c'est-à-dire disposant d'un revenu net inférieur à 60% du revenu médian durant au moins deux années consécutives, a subséquemment connu une nette augmentation, notamment au sein des sous-populations statistiques que constituent les mères célibataires, les personnes sans diplôme et les chômeurs. Entre 2000 et 2009, soit en moins d'une décennie, le taux de pauvreté a ainsi

<sup>44</sup> Voir à ce sujet J.-P. GOUGEON, *L'Allemagne du XXI<sup>e</sup> siècle*, op. cit., pp. 121-152.

<sup>45</sup> G. NEUGEBAUER, *Politische Milieus in Deutschland*, Bonn, Dietz Verlag/Friedrich-Ebert-Stiftung, 2007, p. 46.

<sup>46</sup> P. NOLTE, *Riskante Moderne. Die deutschen und der neue Kapitalismus*, München, Beck, 2006, p. 113.

<sup>47</sup> J.-P. GOUGEON, *L'Allemagne du XXI<sup>e</sup> siècle*, op. cit., pp. 139-140.

<sup>48</sup> J.-P. GOUGEON, "Die Linke: entre gauche radicale et défi à la social-démocratie", op. cit., p. 34.

doublé en Allemagne, passant de 6,5% à 12,9% à l'Ouest du pays, et de 8,5% à 19,5% à l'Est<sup>49</sup> (Tableau 4).

Autre élément révélateur: la classe moyenne, cette fameuse *Mittelstand* qui avait constitué l'armature du miracle économique des années 50 et 60, et qui demeure aujourd'hui encore une référence incontournable des programmes des deux *Volksparteien* –dont la fortune électorale dépend de leur capacité ou incapacité à conquérir la majorité des électeurs du centre<sup>50</sup>–, connaît un effritement accéléré depuis le début des années 2000. La classe intermédiaire à revenu moyen, tel que défini par le DIW de Berlin, c'est-à-dire gagnant entre 70% et 150% du revenu net médian par personne, représentait ainsi 54,1% de la population en 2007 contre 62,3% en 2000, une petite partie des anciens membres de la classe moyenne ayant connu entre ces deux dates une ascension vers les couches supérieures (gagnant plus de 150% du revenu net médian par personne), mais une plus grande partie un glissement vers les couches sociales à bas revenu menacées de pauvreté (gagnant moins de 70% du revenu net médian par personne)<sup>51</sup>. Si l'on adjoint à cette évolution le décrochage sur une longue période, de 1992 à 2007, du revenu net par tête du décile le plus pauvre de la population, qui a reculé de 13%, et l'envolée en sens inverse du revenu net par tête du décile le plus riche, qui a pour sa part augmenté de 31%, on mesure nettement à quel point est fondé le sentiment communément partagé selon lequel les inégalités sociales progressent. Les écarts de revenus –bien que restant parmi les plus faibles de l'Union Européenne avec un rapport de 3,6 entre le quintile des personnes aux revenus les plus hauts et le quintile des personnes aux revenus les plus bas<sup>52</sup>– sont de plus en plus importants outre-Rhin, ce qui n'est à vrai dire guère surprenant dans la mesure où l'Allemagne connaît depuis le milieu des années 80 une augmentation de son coefficient de concentration de Gini<sup>53</sup>, qui est passé d'environ 0,26 en 1990 à près de 0,30 au milieu des années 2000<sup>54</sup> (Graphique 2), ainsi qu'une augmentation parallèle et corrélée de son taux de marge global, à savoir du taux permettant de mesurer la part du capital dans la création de la valeur ajoutée, et en négatif celle du travail salarié. Cet état de fait, qui engendre frustration et indignation, constitue une des explications majeures de la percée à l'Ouest de *Die Linke* et de l'incapacité du SPD à y obvier, la nette dégradation de la

---

<sup>49</sup> En 2009, la part de la population considérée comme pauvre est la plus élevée en Saxe-Anhalt (21,5%) et dans le *Land* du Mecklembourg-Poméranie occidentale (23,4%). Cf. *Regionaler Armutsatlas des Paritätischen Wohlfahrtsverbandes*, 2009.

<sup>50</sup> J.-P. GOUGEON, "Entre quête du centre et risque de radicalité", *op. cit.*, pp. 99-101.

<sup>51</sup> J.-P. GOUGEON, "*Die Linke*: entre gauche radicale et défi à la social-démocratie", *op. cit.*, pp. 34-35. À noter que l'auteur parle de "revenu moyen", et non de "revenu médian" comme cela est pourtant le cas dans les rapports statistiques du DIW sur lesquels il se base.

<sup>52</sup> J.-P. GOUGEON, *L'Allemagne du XXI<sup>e</sup> siècle*, *op. cit.*, p. 139.

<sup>53</sup> Le coefficient de Gini permet de mesurer le degré d'inégalité de la répartition des revenus au sein d'une population. Plus sa valeur est proche de 0, plus le degré d'égalité est important; plus sa valeur est proche de 1, plus la répartition des revenus est inégale. Cf. J.-P. DELAS, *Économie contemporaine*, Paris, Ellipses, 2001, p. 101.

<sup>54</sup> À noter que les autres pays de l'OCDE connaissent également, bien que de manière moins spectaculaire, un accroissement de leur coefficient de Gini.

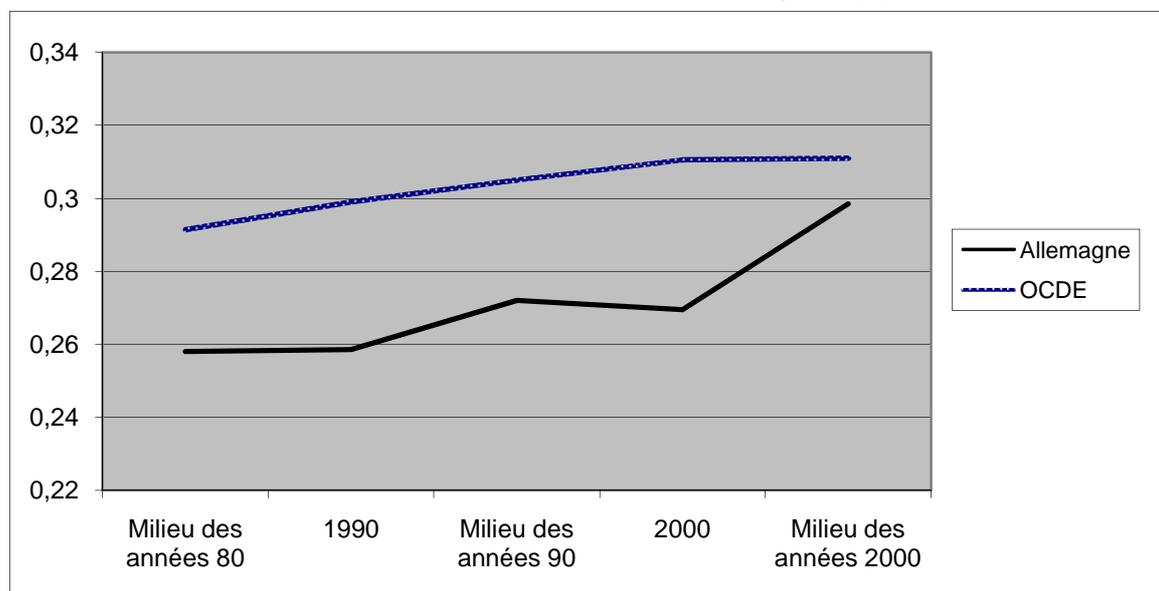
situation sociale remontant aux années de sa participation gouvernementale, tantôt majoritaire lorsqu'il était à la tête du gouvernement de Gerhard Schröder, tantôt minoritaire lorsqu'il jouait le rôle de *Juniorpartner* de la CDU dans le gouvernement de "grande coalition" d'Angela Merkel.

**Tableau 4**  
Évolution du pourcentage de la population allemande dont le revenu net est inférieur, depuis deux ans ou plus, à 60% du revenu médian

	2000	2002	2004	2006	2009
Ouest	6,5	8,8	9,7	11,3	12,9
Est	8,5	10,6	13,5	17,3	19,5

Source: Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung Berlin, 2008; Regionaler Armutsatlas des Paritätischen Wohlfahrtsverbandes, 2009

**Graphique 2**  
Évolution de l'indice de Gini depuis le milieu des années 80: Allemagne et pays de l'OCDE



Source: Organisation for Economic Co-operation and Development, *Growing Unequal? Income Distribution and Poverty in OECD Countries*, 2008, Annexes 1.A1 et 1.A2.

## Programme et implantation électorale de *Die Linke*: une menace pour le SPD

Avant même d'officialiser leur fusion au congrès de Berlin de juin 2007, le *Linkspartei* et la WASG ont adopté, lors de deux congrès organisés parallèlement à Dortmund à la fin du mois de mars, une plate-forme commune de référence établissant les points d'accord programmatiques des deux mouvements. Ce texte éminemment social, que certains politistes allemands confondant science et doxosophie jugent caractéristique d'un parti "extrémiste" désireux de subvertir l'ordre constitutionnel libéral et démocratique", a permis à *Die Linke* d'attirer à elle de nombreux électeurs anciennement acquis au SPD, lequel a été amené depuis 2007 à "gauchiser" son discours dans l'espoir d'endiguer la percée électorale de son nouveau compétiteur.

### Un programme éminemment social visant à “dépasser le capitalisme”

*Die Linke* n'ayant point encore de programme fondamental officiel –ce qui pourrait changer à partir du congrès de Rostock de mai 2010–, la plate-forme fondatrice de 2007 intitulée *Éléments programmatiques*<sup>55</sup> constitue le principal document explicitant l'orientation axiologique et politique du nouveau parti de gauche. Cette dernière a été cependant ultérieurement précisée par le préambule du règlement portant définition des statuts du parti (*Satzung*), les différentes déclarations programmatiques de ses dirigeants, ainsi que le programme électoral rédigé en vue des élections fédérales de 2009<sup>56</sup>. Prétendant médiatiser l'héritage du mouvement ouvrier tout en ancrant son combat dans la continuité de la lutte antifasciste et du combat émancipateur des “nouveaux mouvements sociaux”, *Die Linke* dénonce “le passage des classes dirigeantes d'une politique de capitalisme régulé par l'État providence à une politique néo-libérale fondée sur une idéologie radicale du marché”. Très critique à l'égard de la mondialisation libérale, qui s'accompagne d'une concentration des pouvoirs économique et politique contribuant selon lui à affaiblir la démocratie, le parti entend “faire reculer l'influence néo-libérale par la création d'une alliance sociale rassemblant les salariés hautement qualifiés, les travailleurs précaires, les chômeurs ainsi que les indépendants et chefs d'entreprise socialement engagés”<sup>57</sup>. Se revendiquant du “socialisme démocratique”, qui suppose selon Oskar Lafontaine “un ordre économique permettant à l'individu de participer à la vie sociale, garantissant la paix et protégeant l'environnement”<sup>58</sup>, il entend même “dépasser le capitalisme” en favorisant la redistribution des richesses par différents moyens (réintroduction de l'impôt sur les grandes fortunes supprimé en 1997, hausse de la fiscalité frappant les grandes entreprises, droits de succession plus élevés pour les héritages conséquents) et en promouvant une politique de nationalisation visant aussi bien les secteurs clés de l'économie que les services d'intérêt général (culture, santé, approvisionnement en eau et en électricité, etc.). Afin d'améliorer le sort des salariés et des retraités, *Die Linke* propose de réformer en profondeur le code du travail (introduction dans tous les secteurs d'activité d'un salaire horaire minimum d'au moins 10 euros, réduction du temps de travail, accroissement général des salaires en fonction de l'augmentation annuelle du PIB et du taux d'inflation, retour du départ à la retraite à 60 ans sans pénalité) et de revoir les mécanismes de fonctionnement des systèmes sociaux (suppression de la loi Hartz IV, introduction d'assurances sociales et de santé auxquelles contribueraient tous les actifs). Favorable à l'existence d'un haut degré de réglementation étatique en matière économique et financière, la nouvelle gauche entend répondre

<sup>55</sup> *Programmatische Eckpunkte – Programmatisches Gründungsdokument der Partei Die Linke. Beschluß der Parteitage von WASG und Linkspartei.PDS am 24. und 25. März 2007 in Dortmund.*

<sup>56</sup> *Bundestagswahlprogramm der Partei Die Linke. Beschluß des Bundestags-Wahlparteitags der Partei Die Linke am 20/21. Juni 2009 in Berlin.*

<sup>57</sup> *Programmatische Eckpunkte*, pp. 3 et 23.

<sup>58</sup> *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 9 juillet 2007.

aux variations cycliques de la demande globale en mettant en œuvre une politique keynésienne, laquelle suppose entre autres de pouvoir influencer sur le taux d'intérêt afin d'inciter ou décourager l'investissement, et donc de placer les banques centrales, contrôlant le levier monétaire, sous autorité étatique. Face à la crise économique touchant l'Allemagne depuis fin 2008, elle prône la création de 500.000 emplois publics dans les secteurs de la culture, de l'éducation et de la santé, et une augmentation annuelle d'environ 40 milliards d'euros des dépenses publiques d'investissement effectuées dans le champ de l'éducation, de la recherche, de la culture ainsi que du développement durable –l'écologie constituant une des préoccupations majeures du parti, qui souhaite taxer davantage le kérosène, aider l'agriculture biologique et hâter la sortie du nucléaire en favorisant l'essor des énergies renouvelables. En matière de politique étrangère, *Die Linke* se félicite du processus d'intégration européenne, tout en dénonçant la prégnance de la philosophie libérale dans les couloirs des institutions de l'Union Européenne, lesquelles sont jugées insuffisamment démocratiques. Considérant que "la politique impériale sous direction des Etats-Unis d'Amérique ambitionne un monde soumis à la logique de fructification du capital, et vise l'extension de la domination et des sphères d'influence"<sup>59</sup>, elle estime par ailleurs nécessaire que l'Allemagne se retire de l'OTAN, et que cette dernière démantèle ses bases en Europe. Résolument hostile à l'intervention de la *Bundeswehr* en Afghanistan, et plus généralement à toute intervention des troupes allemandes sur des terrains d'opérations étrangers, elle en appelle à un renforcement sur la scène internationale du rôle de l'ONU, laquelle doit s'engager en faveur du désarmement, de la coopération pacifique entre nations et du désendettement des pays pauvres. Fort circonspect vis-à-vis du "combat contre le terrorisme international", lequel a contribué à créer un climat de défiance à l'encontre des musulmans au lieu de promouvoir une "culture de dialogue et de coopération", *Die Linke* dénonce les restrictions indûment apportées aux libertés fondamentales au nom de la sûreté de l'État. Le parti met ainsi l'accent sur le respect des droits individuels et la lutte contre les dérives policières de la puissance publique, lesquelles seront d'autant plus facilement prévenues que des mécanismes de démocratie directe et participative permettront d'associer les citoyens à la vie de la cité. Les dirigeants du nouveau parti de gauche, qui entendent porter un "un mouvement de renouveau démocratique"<sup>60</sup>, sont ainsi favorables à l'introduction d'instruments référendaires à l'échelle du *Bund* et de tous les *Länder*, à la généralisation des budgets participatifs au niveau communal, ainsi qu'à l'octroi d'un droit de proposition et de veto, dans un certain nombre de domaines, à des organisations issues de la "société civile" (syndicats, organisations de défense de l'environnement, ONG, associations de protection des consommateurs, etc.). *Die Linke* reprend ce faisant certaines des propositions du parti vert, empruntant par ailleurs aux écologistes nombre de leurs revendications post-matérialistes, comme celles ayant trait à l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes, à la légalisation des unions homosexuelles ou à la lutte contre les discriminations dont sont victimes les personnes nouvellement installées sur le sol allemand. De fait, comme le souligne Jens Taken,

---

<sup>59</sup> *Programmatische Eckpunkte*, p. 6.

<sup>60</sup> À en croire du moins Oskar Lafontaine. Cf. *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 9 juillet 2007.

*Die Linke* combine des revendications classiques de la “vieille gauche”, c’est-à-dire de la gauche sociale principalement préoccupée par les rapports de classes et dont le programme est essentiellement d’ordre économique (amélioration du sort des travailleurs, meilleure protection sociale, nationalisation de pans entiers de l’économie), à des objectifs programmatiques caractéristiques de la “nouvelle gauche”, à savoir de la gauche sociétale antiautoritaire aspirant à une plus grande participation des citoyens dans le cadre d’une société plus conviviale et moins impersonnelle (promotion de la démocratie directe, protection des minorités victimes de discriminations, émancipation des femmes, etc.)<sup>61</sup>. Il s’agit-là d’un élément qui s’observe également pour la plupart des partis politiques qui, comme le mouvement dirigé jusqu’en mai 2010 par Lafontaine et Bisky, sont membres au niveau international du Parti de la gauche européenne et du Forum pour une nouvelle gauche européenne (NELF).

### Une remise en cause de “l’ordre constitutionnel libéral et démocratique”?

Par-delà les différentes propositions émises par *Die Linke*, trois lignes de fond se dégagent de son programme<sup>62</sup>: tout d’abord, la volonté de se situer en opposition aux “classes dirigeantes”, terme maintes fois utilisé sans faire l’objet d’une définition précise, mais qui se rapporte de toute évidence à “l’élite oligarchique” convertie à l’idéologie du tout-marché; ensuite, le désir de se distancier du parti-État de l’ancienne RDA dont la nouvelle formation de gauche est souvent considérée à tort comme la simple héritière dans l’opinion publique ouest-allemande, en voulant notamment “engager un travail critique sur l’histoire de la pratique politique de la gauche en Allemagne de l’Est”; enfin, le souhait de se démarquer radicalement des autres partis représentés au *Bundestag* (“les autres forces politiques”) en privilégiant un rapport direct avec la société civile, en revendiquant “une responsabilité particulière dans la défense des intérêts est-allemands au sein du système de partis en Allemagne”, et en se présentant comme l’unique formation opposée à la “militarisation de la politique étrangère allemande”<sup>63</sup>. Couplée à certaines revendications pouvant remettre en cause “l’ordre constitutionnel libéral et démocratique” fixé par la Loi Fondamentale de 1949 –dont on oublie souvent que l’article 15 prévoit explicitement la possibilité de placer le sol, les ressources naturelles et les moyens de production sous un régime de propriété collective ou d’autres formes de gestion collective (*Sozialisierung*)–, cette volonté de se singulariser vis-à-vis de l’ensemble des autres partis à vocation gouvernementale explique sans doute pourquoi certains politistes allemands manquent de décentration<sup>64</sup>, et oubliant que les labellisations font partie

<sup>61</sup> J. TAKEN, “Dossier Parteien: Die Linke – Programm”, article disponible sur le site internet du Bureau fédéral pour la promotion de l’instruction civique (*Bundeszentrale für politische Bildung*): [www.bpb.de/themen/DCTNFN.html](http://www.bpb.de/themen/DCTNFN.html) (mars 2010).

<sup>62</sup> J.-P. GOUGEON, “*Die Linke*: entre gauche radicale et défi à la social-démocratie”, *op. cit.*, p. 35.

<sup>63</sup> *Programmatische Eckpunkte*, pp. 23, 19 et 21.

<sup>64</sup> Daniel-Louis Seiler, qui souligne que le centre de gravité de la vie politique allemande se situe plus à droite que celui de la vie politique française, suggère que les prises de position anticapitalistes que l’on attribue outre-Rhin à la gauche “extrémiste”, “populiste” ou “radicale” sont défendues en France par des formations relevant de la gauche dite “socialiste”, “communiste” et “altermondialiste”. En effet, “*Die Linke* apparaît

intégrante de la compétition partisane<sup>65</sup>, qualifient *Die Linke* de parti "extrémiste". Ainsi en est-il par exemple de Eckhard Jesse et Jürgen Lang qui, reprenant certaines réflexions de Viola Neu qui avait estimé que le PDS se trouvait "à la limite de la démocratie et de l'extrémisme"<sup>66</sup>, considèrent que le parti de la nouvelle gauche allemande, publiquement attaché aux valeurs et aux principes de l'État de droit démocratique bien qu'abritant en son sein des courants jugés radicaux dont le souhait est de subvertir la démocratie bourgeoise et l'ordre capitaliste, met en œuvre un "extrémisme habile"<sup>67</sup>. Le débat relatif au caractère ou non extrémiste de *Die Linke*, qui traverse la science politique allemande depuis plusieurs années, est à vrai dire influencé par la façon dont les services de défense de la constitution (*Verfassungsschutz*) de l'administration fédérale et des différents *Länder* observent et classent le parti. En Allemagne, comme le souligne Guy Hermet, la surveillance idéologique de la période de dénazification a en effet inauguré une "théologie séculière" se portant sur la Loi Fondamentale dont la force et la prégnance est à l'origine d'un conformisme démocratique auquel veillent le bureau fédéral et les seize bureaux régionaux de défense de la constitution<sup>68</sup>. Chargés de surveiller les partis politiques qui, d'après leurs buts ou le comportement de leurs adhérents, apparaissent susceptibles de porter atteinte à "l'ordre constitutionnel libéral et démocratique", ces services, attentifs à la moindre nuance critique, publient annuellement des rapports d'autant plus remarquables et cités qu'ils sont faussement considérés comme objectifs. Dans son pré-rapport de 2008, l'instance fédérale de protection de la constitution considérait ainsi que *Die Linke* offrait l'image d'un parti "ambivalent" qui, bien que se présentant à l'opinion sous les traits "d'une force de gauche nouvelle, d'orientation réformatrice", autorisait ses adhérents les plus hostiles au capitalisme à se regrouper dans des plates-formes œuvrant en faveur d'"une transformation politique de la République fédérale d'Allemagne qui est incompatible avec les caractéristiques essentielles d'un État libéral et démocratique au sens de la Loi Fondamentale". Le ministère fédéral de l'Intérieur constatait ce faisant que des "forces ouvertement extrémistes" telles que la Plate-forme communiste (KPF) –promouvant l'orthodoxie marxiste– ou la Gauche socialiste (SL) –rassemblant essentiellement d'anciens membres de la WASG prônant une liaison étroite avec les syndicats et se reconnaissant dans la tendance réformatrice du communisme– étaient représentées dans d'"importantes instances" du parti<sup>69</sup>.

---

aujourd'hui comme le répondant allemand unique de forces politiques qui sont considérables en France: le PS, le PCF, bien sûr, ainsi que la mouvance trotskyste et alter-mondialiste" (D.-L. SEILER, *L'Europe des partis: paradoxes, contradictions et antinomies*, Barcelone, Institut de Ciències Polítiques i Socials, Col. Working Papers, n. 251, 2006, p. 10).

<sup>65</sup> Cf. D.-L. SEILER, "La comparaison et les partis politiques", *BCN Political Science Debates*, 2003/2, pp. 7-27.

<sup>66</sup> V. NEU, *op. cit.*, p. 323. Voir également V. NEU, *Das Janusgesicht der PDS: Wähler und Partei zwischen Demokratie und Extremismus*, Baden-Baden, Nomos, 2004.

<sup>67</sup> E. JESSE, J. P. LANG, *Die Linke-der smarte Extremismus einer deutschen Partei*, München, Olzog Verlag, 2008.

<sup>68</sup> G. HERMET, *L'hiver de la démocratie ou le nouveau régime*, Paris, Armand Colin, Coll. "Le temps des idées", 2008, p. 102.

<sup>69</sup> BUNDESMINISTERIUM DES INNERN, Vorabbericht des Bundesamtes für Verfassungsschutz für das Jahr 2008, 2008, pp. 147 et 148.

Confortée dans son analyse par les bureaux régionaux des *Länder* de Basse-Saxe, de Hesse, du Bade-Wurtemberg et de Bavière, tous placés sous la tutelle d'un ministre de l'Intérieur conservateur ayant demandé à ce que *Die Linke* fût l'objet d'observations, le bureau fédéral de défense de la constitution a cependant vu son jugement remis en cause par celui du ministère de l'Intérieur sarrois, qui cessa en janvier 2008 d'enquêter sur le parti d'Oskar Lafontaine en arguant du fait qu'il s'agissait d'une formation pouvant être qualifiée de "sociale-démocrate de gauche"<sup>70</sup>. Les instances régionales de protection de la constitution émettent pour l'heure des jugements divergents, les uns considérant, tel le bureau de Basse-Saxe par la voix du ministre de l'Intérieur Uwe Schünemann, que le parti reste une menace pour l'ordre démocratique dans la mesure où il continue à avoir "commerce avec des autonomes et des communistes prêts à recourir à la violence"<sup>71</sup>, les autres, tels les bureaux des *Länder* orientaux, ayant décidé de ne plus enquêter sur l'ensemble de la formation puisque celle-ci, appréhendée dans sa totalité, ne défend pas d'options programmatiques ni de méthodes d'action inconstitutionnelles. Seule la Plate-forme communiste, dans ces États-régions, fait encore isolément l'objet d'observations.

### Des succès électoraux grandissants réalisés au détriment du SPD

En se présentant comme l'unique parti défenseur de la justice sociale, et comme le légitime héritier du mouvement ouvrier à l'origine de la création du *Sozialistische Arbeiterpartei* en 1875, le nouveau parti de la gauche antilibérale allemande, dont le programme se veut éminemment social, a réussi à capter un électorat populaire s'étendant des chômeurs et des travailleurs pauvres jusqu'aux salariés précarisés de la classe moyenne<sup>72</sup>. Il a ce faisant fragilisé l'assise électorale d'un SPD s'éloignant de plus en plus de la barre des 40% au-dessus de laquelle l'avait jadis conduit Willy Brandt, chancelier de l'*Ostpolitik* dont *Die Linke* prétend médiatiser l'héritage politique incarné par la devise "Oser plus de démocratie"<sup>73</sup>. L'évolution des résultats obtenus par le parti social-démocrate aux élections fédérales est à cet égard révélateur: la formation de l'ancien chancelier Schröder, qui avait remporté 38,5% des secondes voix en 2002, n'en a remporté que 34,2% en 2005, et seulement 23,0% en 2009. Lors du dernier renouvellement de la diète fédérale, elle a engrangé un nombre de suffrages inférieur de moitié à celui de 2002, ce qui correspond, fait historique, à moins de 10 millions de voix exprimées. En sens inverse, le parti de la gauche de la gauche a quant à lui multiplié son score par trois en sept ans, passant de 4,0% des *Zweitstimmen* en 2002 à 11,9% en 2009 (Tableau 5). Illustrant la menace que fait peser *Die Linke* sur le SPD, l'analyse inférentielle des transferts de voix opérés lors des élections fédérales

<sup>70</sup> "Saarland stoppt Beobachtung der Linken", *Süddeutsche Zeitung*, 16 janvier 2008. Article consultable sur le site du journal: [www.sueddeutsche.de/politik/811/318684/text](http://www.sueddeutsche.de/politik/811/318684/text) (mars 2010).

<sup>71</sup> "Niedersachsens Innenminister lässt Linkspartei stärker beobachten", *Spiegel Online*, 16 juillet 2008. Article consultable sur le site du *Spiegel*: [www.spiegel.de/politik/deutschland/0,1518,566103,00.html](http://www.spiegel.de/politik/deutschland/0,1518,566103,00.html) (mars 2010).

<sup>72</sup> J.-P. GOUGEON, "Die Linke: entre gauche radicale et défi à la social-démocratie", *op. cit.*, pp. 36-37.

<sup>73</sup> "Die neue Linke sieht sich auf Platz drei", *Netzeitung*, 16 juin 2007: [www.netzeitung.de/deutschland/674490.html](http://www.netzeitung.de/deutschland/674490.html) (mars 2010).

de septembre 2005 indique que les sociaux-démocrates ont perdu par rapport à 2002 près 970.000 électeurs au profit de leur compétiteur de gauche, chiffre fort impressionnant car nettement supérieur au solde net de voix transférées entre le SPD et la CDU/CSU, sortie victorieuse du scrutin, et supérieur au solde net des suffrages transférés entre le SPD et le camp des abstentionnistes, dans lequel nombre de partisans de Gerhard Schröder avaient vu avant l'élection un adversaire plus dangereux que le *Linkspartei* (Tableau 6). L'étude des transferts de voix opérés à l'occasion des élections fédérales de 2009 confirme la principale tendance constatée lors du scrutin de 2005: de nombreux électeurs anciennement acquis au SPD, mais associant désormais celui-ci à des mesures impopulaires telles que la loi Hartz IV ou la réforme ayant porté l'âge de la retraite à 67 ans, se tournent vers le nouveau parti de la gauche socialiste ou se réfugient dans l'abstention. Lors du scrutin de septembre 2009, le SPD a ainsi perdu par rapport à 2005 plus d'un million de suffrages au profit de *Die Linke*, et plus de deux millions de voix au bénéfice du camp grandissant des abstentionnistes. Le fait que le solde net des transferts de voix opérés entre le SPD et les Verts s'élève à 860.000, et que celui des transferts de voix entre le SPD et le FDP atteigne 520.000, laisse par ailleurs entrevoir une seconde tendance: en gauchisant son discours, le parti social-démocrate, soucieux de ramener à lui certains de ses anciens électeurs ayant accordé leurs suffrages à *Die Linke*, amène une partie de son électorat urbain post-matérialiste à se tourner vers le parti écologiste et le parti libéral-démocrate. Le SPD apparaît ainsi écartelé entre sa "gauche", espace où *Die Linke* séduit une partie de ses électeurs populaires, et sa "droite", espace où les Verts et le FDP attirent les couches moyennes aisées et diplômées adhérant aux valeurs post-matérialistes.

**Tableau 5**

**Évolution des résultats du SPD et du parti de la gauche socialiste (PDS/Linkspartei.PDS/Die Linke) aux élections fédérales organisées depuis 2002**

		2002		2005		2009	
		SPD	PDS	SPD	Linke.PDS	SPD	Die Linke
1 <sup>ères</sup> voix	Nb.	20.059.967	2.079.203	18.129.100	3.764.168	12.077.437	4.790.007
	%	41,9	4,3	38,4	8,0	27,9	11,1
2 <sup>ndes</sup> voix	Nb.	18.488.668	1.916.702	16.194.665	4.118.194	9.988.843	5.153.884
	%	38,5	4,0	34,2	8,7	23,0	11,9

Source: Statistisches Bundesamt Deutschland

**Tableau 6**

**Estimation du transfert de voix entre le SPD et les autres partis représentés au *Bundestag* à l'occasion des scrutins fédéraux de 2005 et 2009 (solde net)**

	2005	2009
SPD → Linke	970.000	1.110.000
SPD → CDU/CSU	630.000	870.000
SPD → Bündnis 90/Die Grünen	140.000	860.000
SPD → FDP	120.000	520.000
SPD → <i>abstentionnistes</i>	370.000	2.130.000

Source: Infratest dimap

L'évolution de la composition socio-professionnelle de l'électorat des différents partis représentés au *Bundestag* indique que les transferts de voix entre le SPD et *Die Linke* sont particulièrement importants au sein des sous-catégories statistiques que constituent les ouvriers, les employés et les chômeurs. D'après les estimations de l'Institut TNS Infratest (Tableau 7), le parti de la gauche socialiste a ainsi gagné, entre 2002 et 2009, 15 points chez les personnes sans emploi (passant de 10% à 25% des suffrages dans cette partie de l'électorat), 13 points chez les ouvriers (passant dans ce segment du corps électoral longtemps acquis au SPD de 5% à 18% des voix), et 8 points chez les salariés (passant de 3% à 11% des suffrages). Les gains de *Die Linke* représentent donc, comme le soulignent Oliver Nachtwey et Tim Spier, "la chair de la chair de la social-démocratie"<sup>74</sup>, le SPD ayant de plus en plus de mal à persuader les milieux populaires et défavorisés, qui lui reprochent comme la majorité des Allemands d'avoir abandonné ses "principes sociaux-démocrates"<sup>75</sup>, de lui apporter comme auparavant leur soutien. Délaissé par des électeurs citant majoritairement la "justice sociale" lorsqu'il leur est demandé de préciser le thème électoral le plus décisif à leurs yeux<sup>76</sup>, le SPD fait l'objet d'une désaffection grandissante au sein même des catégories qui constituaient il y a encore dix ans le noyau dur de sa base électorale, à commencer par les ouvriers qui, lors du scrutin de 2009, ont été plus nombreux à voter pour la CDU/CSU que pour le SPD (28% contre 24%). Autre élément inquiétant pour le parti social-démocrate, dont l'avenir électoral apparaît d'autant moins florissant qu'il n'arrive guère à séduire les jeunes générations –davantage attirées par l'offre des Verts et du FDP–, *Die Linke* réussit l'exploit de gagner à sa cause des électeurs appartenant indistinctement aux différentes classes d'âge. Selon les calculs inférentiels du Groupe d'analyse du comportement électoral de l'Université de Mannheim, la formation antilibérale née de la fusion du PDS et de la WASG a ainsi engrangé lors des élections de 2009 près de 12% des voix chez les 18-29 ans et les 30-44 ans, 14% chez les 45-59 ans, et 10% chez les plus de 60 ans (Tableau 8). L'écart type des scores enregistrés par *Die Linke* est donc relativement faible si on les appréhende en fonction de l'âge des électeurs, ce qui n'est pas le cas de l'écart type des scores engrangés par le SPD, formation à l'électorat vieillissant qui a obtenu en 2009 près de 28% des suffrages chez les plus de 60 ans, contre seulement 16% chez les 18-29 ans. À l'heure où le degré de formation et d'information de la population allemande augmente de manière sensible, *Die Linke* possède par ailleurs l'atout d'attirer à lui des électeurs appartenant indistinctement aux différentes sous-catégories statistiques constituées en fonction du degré de formation des votants, ce qui n'est là encore pas le cas du SPD qui séduit d'autant plus les citoyens-électeurs que ceux-ci sont peu diplômés. Ainsi, toujours lors du scrutin de 2009, *Die Linke* a obtenu un score de 12% chez les personnes disposant d'un certificat de fin d'études primaires, 12% chez celles dotées d'un baccalauréat, et 11% chez les diplômés de l'université<sup>77</sup>.

<sup>74</sup> O. NACHTWEY, T. SPIER, *op. cit.*, p. 69.

<sup>75</sup> M. GLAAB, M. WEIGL, "Les élections au *Bundestag* 2009. Campagne électorale, résultats et formation du gouvernement", *note du Comité d'études des relations franco-allemandes*, n. 70, décembre 2009, p. 8.

<sup>76</sup> *Ibid.*, p. 13.

<sup>77</sup> *Forschungsgruppe Wahlen e.V. (Mannheim)*, 2009: "Hauptschulabschluss": 12%; "Hochschulreife": 12%; "Hochschulabschluss": 11%.

**Tableau 7**  
**Composition socio-professionnelle de l'électorat des principaux partis ayant pris part aux élections fédérales de 2002 et 2005 (% en ligne)**

	CDU/CSU			SPD			FDP			B90/Grüne			PDS/Die Linke		
	2002	2005	2009	2002	2005	2009	2002	2005	2009	2002	2005	2009	2002	2005	2009
Résultat global	38,5	35,2	33,8	38,5	34,2	23,0	7,4	9,8	14,6	8,6	8,1	10,7	4,0	8,7	11,9
Ouvriers	38	31	28	41	37	24	6	8	13	5	5	7	5	12	18
Employés	35	31	33	37	36	21	8	11	16	13	11	14	3	7	11
Fonctionnaires	36	-	34	35	-	26	7	-	12	17	-	18	3	-	7
Indépendants	48	42	33	19	21	14	14	19	26	14	12	14	2	6	7
Retraités	44	42	40	39	36	29	5	9	13	5	4	5	5	7	12
En formation	28	25	-	37	40	-	10	11	-	17	13	-	4	8	-
Chômeurs	29	24	22	39	31	23	7	8	10	9	7	9	10	23	25

-: données indisponibles

Source: Infratest dimap

**Tableau 8**  
**Comportement des différentes classes d'âge d'électeurs allemands aux élections fédérales de 2009 (% en lignes)**

	CDU/CSU	SPD	FDP	Die Linke	B90/Grüne	Autres
18-29 ans	27	16	17	12	14	14
30-44 ans	33	20	16	12	12	7
45-59 ans	31	24	14	14	13	5
60 ans et plus	42	28	12	10	6	2

Source: Forschungsgruppe Wahlen e.V. (Mannheim)

Il convient ici de noter que les caractéristiques des électeurs du nouveau parti de la gauche antilibérale allemande divergent souvent de celles de ses adhérents. Ces derniers, qui étaient au nombre de 77.650 à la fin du mois de septembre 2009<sup>78</sup>, apparaissent par exemple nettement plus âgés: en décembre 2007, près de 54% de la totalité des membres du parti, dont l'âge moyen s'élevait à 62,5 ans début 2009<sup>79</sup>, avaient plus de 60 ans, les adhérents âgés de 30 à 59 ans comptant alors pour environ 40% des effectifs, et ceux âgés de moins de 30 ans pour seulement 6%<sup>80</sup>. Cette prédominance des personnes âgées provient du fait que près de deux tiers des membres de *Die Linke* étaient auparavant affiliés au PDS, lequel comptait lui-même dans ses rangs un grand nombre d'anciens membres du SED. Ainsi, en 1997, pas moins de 98% des adhérents du PDS avaient appartenu avant la chute du Mur au parti-État de l'ancienne RDA ou à son organisation de jeunesse, la FDJ<sup>81</sup>. Le *Linkspartei.PDS* avait lui-même dénombré en ses rangs, six mois avant la fusion avec la WASG, près de 68% de membres âgés de plus de 60 ans<sup>82</sup>,

<sup>78</sup> "Eintrittswelle bei FDP und Grünen", *t-online.de*, 30 décembre 2009: [http://nachrichten.t-online.de/parteien-eintrittswelle-bei-fdp-und-gruenen/id\\_21195806/index#](http://nachrichten.t-online.de/parteien-eintrittswelle-bei-fdp-und-gruenen/id_21195806/index#) (mars 2010).

<sup>79</sup> "'Kein Hort von Jugendlichkeit'-Wie jung sind die Parteien", *heute.de*, 2 août 2009: [www.heute.de/ZDFheute/inhalt/15/0,3672,7611407,00.html](http://www.heute.de/ZDFheute/inhalt/15/0,3672,7611407,00.html) (janvier 2010).

<sup>80</sup> O. NIEDERMAYER, "Parteimitglieder in Deutschland: Version 1/2009", *Arbeitshefte aus dem Otto-Stammer-Zentrum*, n. 15, Freie Universität Berlin, 2009, p. 16.

<sup>81</sup> P. MOREAU, *Die PDS-Profil einer antidemokratischen Partei*, München, Atwerb-Verl., 1998, p. 98.

<sup>82</sup> O. NIEDERMAYER, *op. cit.*

ce qui, compte tenu de son poids relatif, a contribué à faire de *Die Linke* un "parti de retraités". Sur les 71.800 membres que comptait *Die Linke* à la fin du mois de juin 2007, 60.300 venaient de fait du *Linkspartei*, contre seulement 11.500 de la WASG<sup>83</sup>. Ainsi comprend-on pourquoi près de 70% des personnes affiliées à *Die Linke* résident aujourd'hui dans les fiefs de l'ancien PDS<sup>84</sup>, à savoir les *Länder* de l'Est, et pourquoi l'adhérent idéal-typique du parti possède un profil similaire à celui de l'ancien membre typique du parti néo-communiste de la fin des années 90. Comme ce dernier, l'adhérent archétypal de *Die Linke* est en effet un retraité de l'Est athée disposant d'un diplôme universitaire, ou au moins d'un baccalauréat, et s'identifiant subjectivement aux classes inférieures précarisées<sup>85</sup>. Le membre typique de *Die Linke* a cependant plus de chances d'être de sexe féminin que l'ancien adhérent typique du PDS, le parti dirigé depuis mai 2010 par Gesine Löttsch et Klaus Ernst comptant environ 39% de femmes dans ses rangs, pourcentage le plus élevé enregistré pour un parti siégeant au *Bundestag*<sup>86</sup>.

### La "gauchisation" du SPD

*Die Linke* constituant une redoutable menace électorale pour le SPD, la direction de ce dernier, "amenée à faire le grand écart pour affirmer son ancrage à gauche et se prémunir contre La Gauche sans renier la politique de réformes qui a conduit à l'émergence de ce même parti"<sup>87</sup>, réoriente désormais sa stratégie programmatique en fonction de celle de son compétiteur socialiste. Le SPD a ainsi adopté, lors de son congrès de Hambourg d'octobre 2007, un nouveau programme fondamental réhabilitant le concept de "socialisme démocratique" et adoptant une position plus critique vis-à-vis de la mondialisation libérale. Remplaçant celui de 1989, ce *Grundsatzprogramm* intitulé *La démocratie sociale au XXI<sup>e</sup> siècle* réaffirme la nécessité de "promouvoir plus d'égalité dans la répartition des revenus, du patrimoine et du pouvoir"<sup>88</sup>, et tend à rendre au SPD son aura de parti défenseur de la justice sociale en mettant en avant des revendications telles que l'introduction d'un salaire minimum généralisé ou l'allongement de la

---

<sup>83</sup> J. TAKEN, "Dossier Parteien: Die Linke-Wählerschaft und Mitglieder", article disponible sur le site internet du Bureau fédéral d'instruction civique (*Bundeszentrale für politische Bildung*): [www.bpb.de/themen/FB25SL.html](http://www.bpb.de/themen/FB25SL.html) (mars 2010).

<sup>84</sup> E. JESSE, "Dossier Parteien: Was ist Die Linke?", article disponible sur le site internet du Bureau fédéral d'instruction civique: [www.bpb.de/themen/17GT8Y.html](http://www.bpb.de/themen/17GT8Y.html) (mars 2010).

<sup>85</sup> Concernant les adhérents du PDS de 1998, Roberto Heinrich, Malte Lübker et Heiko Biehl ont indiqué qu'ils étaient 71% à être retraités, 53% à avoir fait des études universitaires, 97% à être sans confession, et 61% à s'identifier aux classes inférieures (*Untere Mittelschicht* et *Unterschicht*). Cf. R. HEINRICH, M. LÜBKER, H. BIEHL, *Parteimitglieder im Vergleich: Partizipation und Repräsentation. Kurzfassung des Abschlussberichts zum gleichnamigen DFG-Projekt*, Postdam, Wirtschafts- und Sozialwiss. Fakultät der Universität Postdam, 2002.

<sup>86</sup> Décembre 2007: 39,1%. O. NIEDERMAYER, *op. cit.*, p. 15.

<sup>87</sup> J. VAILLANT, "Le nouveau paysage politique en Allemagne", *op. cit.*, p. 151.

<sup>88</sup> *Soziale Demokratie im 21. Jahrhundert. Grundsatzprogramm der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands*, Friedrich-Ebert-Stiftung, 2007, p. 28.

durée légale d'indemnisation du chômage pour les salariés les plus âgés<sup>89</sup>. Cette volonté de "gauchiser" le discours du SPD pour renforcer son profil social, également perceptible en 2007 à travers l'adoption de *Neuf points en faveur d'une Allemagne sociale*<sup>90</sup> contenant des propositions corrigeant certains aspects des réformes Schröder, à commencer par celles ayant entraîné une modification du code du travail, a également sous-tendu la rédaction du programme de gouvernement *Social et démocratique*<sup>91</sup> présenté par le candidat Frank-Walter Steinmeier durant la campagne des élections fédérales de 2009. Ce document aux accents éminemment sociaux contenait de fait un grand nombre de propositions proches de celles émises par *Die Linke*, comme l'instauration d'un salaire horaire minimum interprofessionnel fixé à 7,5 euros, l'augmentation de l'imposition frappant les plus riches, ou encore la création d'une taxe sur les profits boursiers. Cette réorientation sur la question sociale n'a cependant pas permis au SPD d'endiguer la progression électorale de *Die Linke*, comme l'indiquent à l'évidence les résultats des élections régionales du 30 août 2009 (Sarre: 21,3%; Saxe: 20,6%; Thuringe: 27,4%), et bien sûr ceux du scrutin fédéral du 27 septembre 2009, à l'issue duquel le parti de la gauche socialiste, avec 11,9% des voix, a pour la première fois obtenu un score à deux chiffres (Tableau 9). Deux éléments essentiels expliquent la difficulté du SPD à freiner l'hémorragie d'une partie de ses électeurs vers *Die Linke*: le premier tient au fait que la perception du recentrage du parti sur la question sociale apparaît à une part de l'opinion publique comme relativement tardif, voire opportuniste, d'autant que le virage à gauche du SPD a été opéré sous l'égide de deux des principaux concepteurs de l'Agenda 2010: Franz Müntefering et Frank-Walter Steinmeier. Le second élément tient à l'absence d'une stratégie claire et unitaire au sein du parti quant à la position à adopter vis-à-vis de *Die Linke*, ce dernier étant considéré tantôt comme un partenaire légitime de coalition portant les souffrances des petites gens (notamment par les cadres de l'aile gauche du parti regroupés autour de la *Denkfabrik*), tantôt comme une formation populiste de gauche génétiquement liée à l'ancien SED et entretenant un rapport ambigu à la démocratie (ce qui est plutôt le fait des parlementaires de l'aile droite du parti appartenant au "cercle de Seeheim")<sup>92</sup>. Le SPD reste ainsi divisé sur la stratégie d'alliance à adopter vis-à-vis de *Die Linke*, comme on a d'ailleurs pu le constater lors des élections régionales organisées en Hesse en janvier 2008, à l'issue desquelles la tête de liste des sociaux-démocrates Andrea Ypsilanti, bien que pouvant compter au sein de la diète de Wiesbaden sur une majorité de parlementaires de gauche qui, dans une configuration similaire, auraient soutenu en France un gouvernement dit de "gauche plurielle", n'a pu réussir à se faire élire au poste de ministre-président

---

<sup>89</sup> Cf. M. WEINACHTER, "Le SPD, le débat sur l'Agenda 2010 et le Congrès de Hambourg-Virage à gauche", *Allemagne d'aujourd'hui*, n. 183, janv.-mars 2008, pp. 84-93.

<sup>90</sup> *Neun Punkte für ein soziales Deutschland*, SPD-Parteivorstand, 2007.

<sup>91</sup> *Sozial und demokratisch. Anpacken. Für Deutschland. Das Regierungsprogramm der SPD*, SPD-Parteivorstand, 2009.

<sup>92</sup> Jacques-Pierre Gougeon souligne cependant, compte tenu de la persistance de nombreuses sources d'opposition, y compris culturelles et historiques, entre le SPD et *Die Linke*, que l'on ne saurait réduire les divergences d'appréciation relatives à une alliance "rouge-rouge" à une simple opposition entre "aile gauche" et "aile droite" du SPD. Cf. J.-P. GOUGEON, "*Die Linke*: entre gauche radicale et défi à la social-démocratie", *op. cit.*, p. 40.

du *Land* en raison du refus catégorique de plusieurs parlementaires SPD de soutenir la constitution d'un cabinet toléré par *Die Linke*. Alors qu'il était encore président du SPD, Franz Müntefering a exclu en 2009, par principe, toute forme de coopération avec *Die Linke* à l'échelle fédérale, arguant du fait que cette formation héritière du PDS défendait une politique "nationale sociale"<sup>93</sup>. Adoptant la même ligne que son prédécesseur Kurt Beck, il a cependant laissé la voie ouverte à des alliances SPD-*Die Linke* au niveau des *Länder* orientaux comme occidentaux, afin de permettre à la social-démocratie de se maintenir au pouvoir ou de le reconquérir. Le SPD doit toutefois faire face, dans ce cadre, à un problème de crédibilité: si le parti de la gauche antilibérale est aussi infréquentable que l'affirment nombre de ses dirigeants, pourquoi donc accepter de coopérer occasionnellement avec lui à l'échelle stato-régionale?<sup>94</sup>.

**Tableau 9**  
**Résultats des élections fédérales du 27 septembre 2009**

	Premières voix ( <i>Erststimmen</i> )			Secondes voix ( <i>Zweitstimmen</i> )		
	Nb.	%	Diff. 2005	Nb.	%	Diff. 2005
Inscrits	62.168.489	-	-	62.168.489		
Votants	44.005.575	70,8	-6,9	44.005.575	70,8	-6,9
Bulletins nuls	757.575	1,7	0,0	634.385	1,7	+0,1
Bulletins valides	43.248.000	98,3	0,0	43.371.190	98,3	-0,1
<b>CDU/CSU</b>	17.047.674	39,4	-1,4	14.658.515	33,8	-1,4
<b>SPD</b>	12.079.758	27,9	-10,5	9.990.488	23,0	-11,2
<b>FDP</b>	4.076.496	9,4	+4,7	6.316.080	14,6	+4,7
<b>Die Linke</b>	4.791.124	11,1	+3,1	5.155.933	11,9	+3,2
<b>Grüne</b>	3.977.125	9,2	+3,8	4.643.272	10,7	+2,6
<b>Piratenpartei</b>	46.770	0,1	-	847.870	2,0	-
<b>NPD</b>	768.442	1,8	0,0	635.525	1,5	-0,1
Autres	460.611	1,1	+0,2	1.123.507	2,6	+0,2

Source: Statistisches Bundesamt Deutschland

Conscients des défaillances du SPD, parti qui n'est même plus en mesure de justifier sa propre vocation de *Volkspartei* du fait du déclin tendanciel de ses performances électorales, les Jeunes Socialistes (*Jusos*) et les cadres regroupés autour de la *Denkfabrik* ont, après la débâcle du 27 septembre 2009, appelé à une nouvelle offensive stratégique passant par un repositionnement politique et un changement générationnel susceptible d'ouvrir la voie à un rapprochement avec *Die Linke*. Prenant acte du fait que les libéraux avaient rejeté toute possibilité de donner naissance à court ou moyen terme à une coalition tricolore SPD-Verts-FDP, et que les sociaux-démocrates seraient de toute façon condamnés à jouer une nouvelle fois un rôle politique secondaire s'ils persistaient à vouloir s'allier à l'avenir aux conservateurs, ils ont ce faisant avancé l'idée qu'une alliance avec le parti de la gauche socialiste constituait la seule option permettant au SPD de reprendre à terme la direction du pays. Contrainte d'admettre le bien-fondé d'une telle analyse, le bureau national du parti s'est entendu pour nommer une nouvelle équipe à la tête du mouvement lors du congrès de Dresde de novembre 2009. Franz Müntefering, démissionnaire, a

<sup>93</sup> *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 24 janvier 2009.

<sup>94</sup> M. WEINACHTER, "La nouvelle configuration du paysage politique allemand: l'érosion des deux grands partis et ses conséquences", in H. STARK, M. WEINACHTER (éds), *L'Allemagne unifiée 20 ans après la chute du Mur*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2009, pp. 187-210, ici p. 195.

ainsi été remplacé par Sigmar Gabriel, ministre de l'Environnement du premier gouvernement Merkel appartenant au courant des *Netzwerker*, qui regroupe des parlementaires pragmatiques peu idéologisés de la jeune génération. Incarnant le centre idéologique du parti, il compte à ses côtés les vice-présidents Klaus Wowereit, bourgmestre de Berlin à la tête d'une coalition "rouge-rouge" qui a maintes fois plaidé pour un rapprochement au plan fédéral du SPD avec *Die Linke*, et Olaf Schlof, qui avait affirmé à l'issue du scrutin fédéral qu'il n'y avait pas d'obstacle fondamental à une collaboration avec Oskar Lafontaine. Il compose aussi et surtout avec la secrétaire générale Andrea Nahles, figure de proue de l'aile gauche du SPD qui plaide pour un renforcement des interventions de l'État, et a clairement pris position contre la philosophie du "Nouveau Centre" en publiant, au mois d'avril 2009, une philippique commune avec le Britannique Jon Cruddas de la gauche du *Labour Party*. Le choix d'Andrea Nahles traduit un réel virage à gauche du SPD après l'échec de la voie réformiste incarnée par la candidature à la chancellerie de Frank-Walter Steinmeier, et constitue un acte d'ouverture vis-à-vis de *Die Linke* qui pourrait contribuer à briser le tabou d'une alliance entre les deux formations perpétuant présentement la scission du mouvement ouvrier initiée en 1917<sup>95</sup>. Porté par de nouvelles personnalités situées plus à gauche que le trio Müntefering-Steinbrück-Steinmeier, le SPD ne résistera sans doute pas à la tentation de renier les réformes de l'Agenda 2010 et de renouer son alliance traditionnelle avec la Confédération des syndicats allemands, laquelle n'avait pas donné de consignes de vote en faveur des sociaux-démocrates avant le scrutin de septembre 2009. Sur le plan de la politique extérieure, le SPD prendra probablement ses distances vis-à-vis de l'engagement très impopulaire de l'armée allemande en Afghanistan, lequel pourrait possiblement faire l'objet d'un consensus avec *Die Linke*, formation avec laquelle les sociaux-démocrates se sont alliés au Brandebourg en novembre 2009 pour donner naissance à une coalition "rouge-rouge" similaire à celle existant à Berlin depuis 2001. Pour autant, une possible coopération entre le SPD et *Die Linke* dépendra également de la capacité de la formation que dirigeront bientôt Gesine Löttsch et Klaus Ernst à adopter un discours plus pragmatique se rattachant davantage à "une éthique de responsabilité" qu'à une "éthique de conviction". *Die Linke*, qui doit montrer qu'elle est une formation fiable capable d'endosser des responsabilités gouvernementales, doit pouvoir négocier ses convictions et embrasser une politique réaliste de compromis capable de délégitimer l'accusation de radicalisme populiste qui le lui lancent ses détracteurs. Avec ses 76 députés, le groupe parlementaire de la nouvelle gauche au *Bundestag* est cependant loin d'être homogène. Alors que les élus des *Länder* de l'Est animant le Forum du socialisme démocratique et le Réseau de la gauche réformiste se distinguent par une position pragmatique traduisant une volonté de coopération avec le SPD, de nombreux élus de l'Ouest se livrent à une dénonciation inconditionnelle du système capitaliste. Le *Land* de Rhénanie du Nord-Westphalie a par exemple envoyé à Berlin une demi-douzaine de députés marqués par une idéologie marxiste orthodoxe, dont Sahra Wagenknecht, connue pour refuser chaque année de fleurir la pierre érigée en mémoire des victimes du stalinisme. En évoluant vers davantage de

---

<sup>95</sup> T. LANDWEHRLLEN, "L'improbable 'gauche plurielle'. Chronique des partis de la nouvelle opposition parlementaire", *Dokumente, Zeitschrift für den deutsch-französischen Dialog*, 65/5-6, décembre 2009, pp. 15-18.

réalisme, *Die Linke* devra donc veiller à ne pas briser son unité, laquelle apparaît encore fragile deux ans après la fusion du PDS et de la WASG. Alors que les cadres occidentaux du parti considèrent les *Ossis* comme trop prudents, timorés, voire corrompus par leur participation au pouvoir dans les *Länder* de l'Est ou par leur désir d'y accéder, les cadres orientaux voient dans les *Wessis* des idéologues doctrinaires portant le stigmate déresponsabilisant du minoritaire. La prééminence d'Oskar Lafontaine, dont le style est jugé trop provocateur et le pouvoir trop solitaire, est notamment contestée dans les *Länder* de l'Est, à telle enseigne que celui qui est surnommé dans son fief le "Napoléon de la Sarre" a cru bon de devoir indiquer au début du mois d'octobre 2009 qu'il renonçait à une nouvelle candidature à la présidence du groupe parlementaire de son parti au *Bundestag*, et qu'il ne briguerait pas un second mandat à la tête de *Die Linke* en mai 2010. L'annonce, en janvier 2010, de son retrait total de la vie politique fédérale, qui fait suite à l'annonce de sa vulnérante maladie, pourrait donc rasséréner l'aile réformatrice du parti, l'aider à prendre le pas sur les tenants d'une ligne anticapitaliste dure, et finalement ouvrir de nouvelles perspectives à la gauche allemande dans son ensemble. En effet, comme le souligne Tim Spier, travailler avec Lafontaine restait inenvisageable pour de nombreux membres de la direction du SPD, qui estimaient qu'il avait trahit le parti lui ayant permis de devenir ce qu'il était, et qui voyaient dans l'organisation qu'il avait contribué à créer la principale cause de la crise qu'ils traversaient<sup>96</sup>.

### Excipit: du quadri- au pentapartisme

Dans la mesure où demeurent entre le SPD et *Die Linke* de nombreuses sources d'opposition –qui reposent la fois sur des conflits de personnes, des divergences d'ordre idéologique et programmatique, voire même des antagonismes dirimants d'ordre historique<sup>97</sup>–, il apparaît que l'attitude qu'adopte chacune de ces deux formations l'une vis-à-vis de l'autre peut compromettre la formation, puis le cas échéant la stabilité, d'une coalition gouvernementale de gauche. On l'a notamment vu à l'occasion des élections fédérales de 2005 ainsi que du scrutin régional organisé en Hesse en janvier 2008, à l'issue desquels les partis de gauche, bien que disposant d'une majorité absolue au *Bundestag* ou au *Landtag* qui aurait pu constituer le socle parlementaire d'un gouvernement dit en France de "gauche plurielle", n'ont pu se mettre d'accord pour former la "coalition gagnante minimale connectée" que la théorie des coalitions d'Axelrod<sup>98</sup> nous laisse logiquement entrevoir: celle liant le SPD, le *Linkspartei* et les Verts (Tableaux 10 et 11). Les tractations consécutives au scrutin régional organisé en Sarre à la fin du mois d'août 2009

<sup>96</sup> T. SPIER, "L'impossible alliance: le SPD face à *Die Linke*", *op. cit.*, p. 15.

<sup>97</sup> Rappelons que de nombreux sociaux-démocrates opposés à la fusion forcée du SPD et du KPD organisée en 1946 en zone soviétique ont été persécutés à l'Est, et que l'identité du SPD recréé à l'Ouest après 1945 s'est fondée en partie sur un fort anticommunisme. Kurt Schumacher, président du SPD de 1946 à 1952, a ainsi déclaré dans un célèbre discours prononcé à Berlin en juin 1951, qu'en 1945 "on avait pas encore compris que la structure du système communiste ressembl[ait] à celle du III<sup>e</sup> Reich". Cf. J.-P. GOUGEON, *La social-démocratie allemande. De la révolution à la réforme 1830-1996*, Paris, Aubier, p. 288.

<sup>98</sup> R. AXELROD, *Conflict of Interest: a theory of divergent goals with applications to politics*, Chicago, Markham, 1970.

ont par ailleurs révélé que la formation d'une majorité gouvernementale de gauche pouvait également être compromise du fait des seuls antagonismes existant entre *Die Linke* et les Verts, les écologistes sarrois ayant décidé de s'allier aux conservateurs et libéraux dans le cadre d'une coalition dite "jamaïcaine"<sup>99</sup> après avoir appris qu'Oskar Lafontaine avait l'intention de se délester de ses responsabilités fédérales pour se concentrer, et –pensaient-ils– mieux peser, sur la vie politique et l'organisation de *Die Linke* en Sarre.

**Tableau 10**  
**Résultats en voix et en sièges des principales formations ayant pris part aux élections fédérales du 18 septembre 2005**

Partis	Résultats en voix		Résultats en sièges	
	Nb.	%	Nb.	%
CDU/CSU	16.631.049	35,2	226	36,8
SPD	16.194.665	34,2	222	36,2
FDP	4.648.144	9,8	61	9,9
Linke.PDS	4.118.194	8,7	54	8,8
B90/Grüne	3.838.326	8,1	51	8,3

"coalition gagnante minimale connectée" (Axelrod): Linke.PDS + SPD + B90/Grüne = 53,3% des sièges  
 Source: Statistisches Bundesamt Deutschland

**Tableau 11**  
**Résultats en voix et en sièges des principales formations ayant participé au scrutin régional de Hesse du 27 janvier 2008**

Partis	Résultats en voix		Résultats en sièges	
	Nb.	%	Nb.	%
CDU	1.009.775	36,8	42	38,2
SPD	1.006.264	36,7	42	38,2
FDP	258.550	9,4	11	10,0
Grüne	206.610	7,5	9	8,2
Die Linke	140.769	5,1	6	5,5

"coalition gagnante minimale connectée" (Axelrod): Die Linke + SPD + Grüne = 51,8% des sièges.  
 Source: Landeswahlleiter für Hessen

Entraînant la constitution de coalitions gouvernementales inédites transgressant l'opposition droite/gauche telle que classiquement appréhendée (coalition noire-verte à Hambourg, noire-jaune-verte à Sarrebruck), ou de coalitions inhabituelles de repli ("grande coalition" du premier cabinet Merkel), l'émergence électorale du parti de la nouvelle gauche allemande amène ainsi les autres partis "*koalitionsfähig*" ne souhaitant point avoir commerce avec lui, et notamment les partis de gauche, à relever un véritable défi de gouvernabilité –défi susceptible d'aboutir, s'il se révèle insurmontable, à la formation d'un gouvernement minoritaire gérant les affaires par intérim jusqu'à la convocation de nouvelles élections (cas de la Hesse en 2008/2009). De fait, en réussissant à s'ancrer dans les territoires d'Allemagne occidentale, et en devenant par ce biais une formation politique "*relevant*" à l'échelle fédérale, *Die Linke* a mis fin au système quadripartite qui avait perduré au niveau national malgré la présence du PDS au *Bundestag* depuis 1990, et dont les

<sup>99</sup> En référence aux couleurs identifiant ordinairement la CDU, le FDP et les Verts, dont la combinaison correspond aux couleurs du drapeau de la Jamaïque.

partis à vocation gouvernementale s'étaient fort bien accommodés en raison de la constitution de deux blocs politiques de poids équivalents au niveau national: le bloc liant la CDU/CSU au FDP, et celui liant le SPD aux Verts. L'installation du parti de la gauche socialiste dans le paysage politique allemand donne naissance à un système pentapartite, qui entraînera nécessairement à court ou moyen terme une redéfinition des jeux d'alliances dont dépendent la formation et la stabilité des exécutifs gouvernementaux, et qui augmentera parallèlement les risques de ce qu'Adolf Kimmel a appelé la "cohabitation à l'allemande"<sup>100</sup>. Chacun des deux *Volksparteien*, afin d'éviter une multiplication de "grandes coalitions" qui pourrait, à l'échelle des *Länder* comme au niveau fédéral, accélérer leur déclin<sup>101</sup>, devra ainsi à l'avenir s'allier le plus souvent à deux petites formations, ce qui laisse supposer la mise en place d'un jeu ouvert fait de négociations difficiles, de compromis fragiles et de brusques renversements d'alliances nouvelles (alliances "jamaïcaines", "à feu tricolore", "à feu rouge", etc.). À moins bien sûr que le SPD ne décide sans ambages de coopérer et de s'allier avec *Die Linke*, ou que les règles de la compétition électorale ne soient modifiées conformément aux souhaits de certaines figures politiques envisageant favorablement une "majoritarisation" du mode de scrutin<sup>102</sup>. Même si l'idée de rompre avec le système proportionnel de compensation en vigueur n'est guère populaire au sein de l'électorat allemand, lequel reste très attaché à la fidèle représentation des opinions, cette dernière option n'est pas tout à fait exclue dans un pays où les thèses de Carl Friedrich et Ferdinand Hermens<sup>103</sup> sur le caractère néfaste de la proportionnelle ont sporadiquement alimenté depuis 1949 des discussions sur la prétendue nécessité de conformer le système électoral allemand aux canons du *Westminster model*. La CDU/CSU, qui a déjà déposé un projet de loi au *Bundestag* en janvier 2005 destiné à modifier la clause des trois mandats fondamentaux dans un sens préjudiciable au *Linkspartei*<sup>104</sup>, aurait néanmoins besoin, pour adopter de nouvelles dispositions électorales consacrant une majoritarisation du mode de scrutin, de disposer du soutien du SPD. Or, celui-ci est bien conscient, eu égard aux résultats du scrutin fédéral de 2009 à la faveur duquel *Die Linke* a remporté pas moins de 16 mandats de circonscription –performance que n'avait réalisé aucun parti autre que la

---

<sup>100</sup> "La version allemande de la cohabitation existe si l'opposition au Bundestag est majoritaire au Bundesrat" (A. KIMMEL, "Chronique de l'étranger – La cohabitation à l'allemande", *Pouvoirs, revue française d'études constitutionnelles et politiques*, n. 84, 1998, pp. 177-189, ici p. 177). Les élections régionales qui auront lieu en mai 2010 en Rhénanie du Nord-Westphalie, à l'issue desquelles *Die Linke* sera vraisemblablement représentée à la diète de Düsseldorf, pourraient ainsi faire basculer à gauche le *Bundesrat*, et priver le gouvernement d'Angela Merkel du soutien dont il bénéficie à la chambre haute.

<sup>101</sup> Comme le souligne Michèle Weinachter, la configuration propre à une grande coalition contribue au brouillage de l'identité des deux partenaires concernés, et favorise la progression des petits partis rejetés dans l'opposition (NPD en 1966-1969; FDP, Verts et *Die Linke* en 2005-2009). Cf. M. WEINACHTER, "La nouvelle configuration du paysage politique allemand", *op. cit.*, p. 208.

<sup>102</sup> La possibilité de recourir au mode de scrutin majoritaire a par exemple été envisagée par l'ancien président fédéral Roman Herzog. Cf. "Eine fundamentale Veränderung unseres Regierungssystems", *Süddeutsche Zeitung*, 6 mars 2008.

<sup>103</sup> C. FRIEDRICH, *Constitutional Government and Democracy: Theory and Practice of Modern Government*, Boston, Little Brown, 1941, et F. HERMENS, *Democracy or Anarchy A Study of Proportional Representation*, South Bend, University of Notre Dame Press, 1941.

<sup>104</sup> S. GOURY-SEIM, *op. cit.*, p. 32.

CDU/CSU et le SPD depuis 1949–, qu'il ne tirerait pas forcément profit d'une réforme accordant un plus grand poids aux "premières voix" servant à désigner les candidats directement élus à la diète fédérale. Talonné par les Verts dans des agglomérations comme Brême ou Munich, et largement dépassé par *Die Linke* dans nombre de circonscriptions d'Allemagne orientale, le SPD cherchera sans doute davantage à coopérer avec ces deux formations plutôt qu'à leur nuire en s'alliant à la CDU.



[www.icps.cat](http://www.icps.cat)